

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

La grève des cheminots et les grandes manœuvres des partis de la bourgeoisie



- **Grève SNCF : premières leçons**
- **Autonomes et black blocs**
- **Antilles : empoisonnement au chlordécone**
- **Les Kurdes en Syrie**
- **Israël-Palestine**

La grève des cheminots et les grandes manœuvres des partis de la bourgeoisie



- Grève SNCF : premières leçons
- Autonomes et black blocs
- Antilles : empoisonnement au chlordécone
- Les Kurdes en Syrie
- Israël-Palestine

Manifestation de cheminots à La Défense (10), le 12 juin 2018

Au sommaire de ce numéro

La grève des cheminots et les grandes manœuvres des partis de la bourgeoisie	1
La grève des cheminots : premières leçons	7
Autonomes et black blocs : une fausse radicalité et une impasse	13
Martinique et Guadeloupe : le scandale de l'empoisonnement au chlordécone	19
Les Kurdes de Syrie soumis aux manœuvres des différentes puissances	24
Israël-Palestine, entre massacres et colonisation	31

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 - BIB PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière

<http://www.lutte-ouvriere.org>

Site multilingue de l'Union

communiste internationaliste

<http://www.union-communiste.org>

E-mail :

contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



La grève des cheminots et les grandes manœuvres des partis de la bourgeoisie

Depuis trois mois (depuis les manifestations du 22 mars 2018), l'actualité a été marquée par la grève des cheminots. Par le fait même de la grève et par sa durée, mais aussi par les réactions politiques qu'elle a suscitées. Malgré l'éclatement de l'intersyndicale qui l'a dirigée, éclatement officialisé le 19 juin avec le départ de l'Unsa et celui, confirmé le 20 juin, de la CFDT, les positions de la CGT et de Sud-Rail reflètent le sentiment d'un grand nombre de grévistes qui veulent continuer.

Même lorsque la grève sera terminée, elle continuera à peser sur l'état d'esprit des travailleurs. Dans quel sens ? Il est bien difficile de répondre pour l'instant, même en ce qui concerne les cheminots eux-mêmes. Seront-ils fiers d'avoir relevé la tête et d'avoir réagi au plan gouvernemental ? En sortiront-ils au contraire découragés, avec la conviction que leurs ennemis sont trop forts, voire que lutter ne sert pas à grand-chose ? Comment les mêmes questions se poseront-elles dans le reste de la classe ouvrière ? Qu'est-ce qui, dans cette grève, l'aura marquée ?

Commençons par quelques mots sur le caractère de cette grève et sur ses limites.

Soulignons parmi ses aspects positifs, outre sa durée elle-même, le fait que, si elle n'a pas du tout entraîné d'autres travailleurs, pas même ceux des entreprises connexes, comme la RATP dans la région parisienne, elle a quand même été vue avec sympathie par les travailleurs, malgré les difficultés qu'ils ont subies en tant qu'usagers.

Un autre aspect précieux a été le caractère non corporatiste de la grève. Les travailleurs les plus conscients n'ont eu aucun mal à défendre l'idée que la classe ouvrière est une seule entité et que toutes les barrières dressées entre les travailleurs en fonction de leur corporation, de leur nationalité, etc., sont des politiques antiouvrières.

Que l'on se souvienne avec quelle virulence en 1968 le PCF et la CGT, alors dominants dans la classe ouvrière, avaient érigé des obstacles non seulement entre les travailleurs et

la jeunesse étudiante, porteuse d'idées contestataires, mais aussi entre les travailleurs eux-mêmes, d'une entreprise à l'autre, voire à l'intérieur d'une même usine (à Renault-Billancourt, par exemple).

La grève des cheminots a été de bout en bout dirigée par les organisations syndicales et, jusqu'à cette semaine en tout cas, par la coalition de l'ensemble des appareils syndicaux, jusqu'à ceux qui sont les plus portés à la négociation comme l'Unsa ou la CFDT.

C'est d'ailleurs précisément le choix de Macron, vouloir



Derrière la banderole de tête intersyndicale, les dirigeants des fédérations de cheminots, le 22 mars 2018.



Sur le parcours de la «marée populaire» du 26 mai, à Paris.

l'emporter sur les cheminots en négligeant l'ensemble des appareils syndicaux, qui a incité la CFDT, privée du moindre os à ronger, à rester dans la grève en s'alignant de fait sur la politique et même sur les propositions concrètes de la CGT. Soit dit en passant, l'os à ronger que le gouvernement se prépare à jeter à la CFDT ne concerne pas nécessairement la SNCF. Il peut concerner tout autre chose: par exemple, les négociations autour de la future réforme des retraites.

La direction de la CGT, suivie par les autres directions syndicales, a inventé la tactique de deux jours de grève suivis de trois jours de travail pour en faire une camisole de force. Elle a théorisé la grève perlée comme une forme d'action qui ne coûterait pas cher aux cheminots. Eh oui, cela ne coûte pas cher... mais cela ne permet pas de vaincre non plus!

Sud-Rail, qui a tenté de concurrencer la CGT, l'a fait en opposant à la tactique de la grève perlée celle de la grève reconductible. Mais cette opposition n'existait qu'en paroles et la direction de Sud-Rail n'a pas réellement cherché à déborder la CGT sur ce terrain.

C'est en fonction de la stratégie des appareils syndicaux qu'il convient de discuter de

leur tactique. Des débrayages limités et même une pétition peuvent être des étapes dans la mobilisation des travailleurs pour aller plus loin. Ou, au contraire, ils peuvent être des tactiques pour empêcher le mouvement de se développer. Aussi la leçon que l'on peut tirer de la grève des cheminots, à côté de ses aspects positifs et enthousiasmants, est que, face à la bourgeoisie et à son État, il faut une lutte plus déterminée, bien plus décidée. Les calculs d'épicier sur des formes de lutte «qui ne coûtent pas cher» peuvent à la rigueur se justifier pour un mouvement qui ne vise qu'à montrer une opposition aux mesures gouvernementales. Mais ils ne permettent pas d'aller jusqu'au bout des possibilités ni, à plus forte raison, de l'emporter.

Chercher à mobiliser signifie aller plus loin. C'est la dynamique du mouvement même qui peut le permettre. Mais la direction de la CGT ne veut surtout pas savoir ce que pensent les cheminots ni jusqu'où ils sont prêts à aller. Et non seulement elle ne s'est pas donné les moyens de le savoir, mais elle a surtout cherché tous les moyens pour que les cheminots ne puissent pas s'exprimer, discuter de leur grève, de l'avenir de celle-ci et prendre l'habitude

de décider. D'où les consignes de la direction de la CGT à ses militants au début du mouvement: maîtriser les assemblées générales; les encadrer; admettre que les AG votent... à condition qu'elles votent ce que la CGT propose.

Ce n'est qu'une fois que la direction de la CGT a pris la mesure du mouvement et qu'elle n'était plus inquiète d'être débordée qu'elle a assoupli son attitude à l'égard des AG, et encore, pas partout.

La stratégie de la CGT vise en réalité la même chose que la CFDT et Sud-Rail: obtenir une position plus favorable dans les négociations. Les directions syndicales ne veulent pas d'une dynamique qui leur échappe. Elles ne veulent pas d'une prise de conscience collective des travailleurs. D'où l'opposition de la CGT à l'expression de toute forme de démocratie ouvrière.

L'organisation démocratique de la grève n'est pas juste une question de forme. Elle est la condition nécessaire pour que la lutte aille jusqu'au bout de ses possibilités. Bien que nécessaire, cette condition n'est évidemment pas suffisante. L'essentiel dépend de la détermination du mouvement. Mais la politique de la direction de la lutte est elle-même un élément de cette détermination. Elle peut la renforcer en inspirant confiance, comme elle peut l'affaiblir. Même sans avoir gagné, les travailleurs peuvent sortir du mouvement en étant plus regonflés qu'avant de s'y engager. Et regonflés, cela veut dire aussi plus conscients. Même une lutte perdue peut être riche de leçons qui serviront dans les combats suivants (menés par les mêmes... ou par d'autres).

L'histoire du mouvement ouvrier est riche de plus de batailles perdues que de batailles gagnées. En commémorant les martyrs de Chicago ou la fusillade de Fourmies et, à plus forte raison, la Commune de Paris, ce

ne sont pas des victoires qu'on célèbre. Dans l'histoire de la Révolution russe elle-même, c'est Octobre 1917 qui a donné un sens à toutes les batailles perdues dans une multitude de grèves, de luttes politiques, de manifestations réprimées, d'affrontements avec la police, à tous les reculs, à toutes les défaites, qui ont contribué autant que les succès à ce que la classe ouvrière russe forme ses cadres, en premier lieu les cadres bolcheviques.

La grève des cheminots n'était pas suffisamment puissante, déterminée et explosive pour inquiéter la bourgeoisie. Ce qui peut inquiéter celle-ci, ce sont l'incendie non maîtrisé, des menaces sur sa propriété (d'où l'importance capitale des grèves de masse avec occupation des usines en mai-juin 1936 qui menaçaient, pour reprendre l'expression de Trotsky, d'« ébranler les principes de la propriété bourgeoise »).

Alors oui, la lutte de classe est dure ! Il faut le savoir, prendre la mesure de la force de l'adversaire. Pas pour composer avec, en cherchant à mener une lutte qui ne coûte pas cher : ça, c'est la stratégie des réformistes. Mais pour que chaque lutte devienne pour les travailleurs l'occasion d'acquérir une expérience plus riche, une conscience supérieure.

Même si les militants révolutionnaires n'avaient pas les moyens d'influer sur le déroulement de la lutte et, à plus forte raison, sur sa direction, même si la lutte des cheminots n'avait pas la puissance et la détermination pour en contester la direction aux appareils syndicaux, il fallait même localement proposer des AG et des comités de grève, en essayant de donner un contenu réel aux unes et aux autres. Entre un comité de grève qui prend des décisions et les fait exécuter, et une inter-syndicale qui ne fait que dégui-

ser la direction par les syndicats, il y a un tas de situations intermédiaires. Dans chacune, il faut œuvrer à de vrais comités de grève, tout en sachant que cet objectif ne peut être complètement atteint par un mouvement fondamentalement dirigé par les appareils. Les comités de grève, comme à une tout autre échelle les conseils ouvriers, ne deviennent des instruments de combat de la classe ouvrière qu'en étant tout à la fois des organes législatifs et exécutifs ; que s'ils prennent des décisions et se donnent les moyens de les faire exécuter. Cela ne surgit pas d'un coup de baguette magique.

C'est tout cela que les militants communistes révolutionnaires ont à expliquer autour d'eux, inlassablement. Il ne faut pas se contenter de commenter la tambouille syndicale. Et il faut le faire sans avoir l'air de découvrir la stratégie des appareils syndicaux réformistes. Il y a bien plus d'un demi-siècle que le *Programme de transition* (1938) constatait : « En tant qu'organisations des couches supérieures du prolétariat, les syndicats développent de puissantes tendances à la conciliation avec le régime démocratique bourgeois. » Et : « Les appareils dirigeants des syndicats s'efforcent de se rendre maîtres du mouvement des masses pour le neutraliser. » Cela n'enlève rien au rôle des syndicats dans les mobilisations ouvrières. Mais cela en montre les limites.

* * *

LES PARTIS DE LA BOURGEOISIE : PETITS CALCULS ET GRANDES MANŒUVRES

Tel qu'il était, le mouvement des cheminots a remué les milieux politiques. Il s'est invité dans le soporifique ronron d'une Assemblée nationale où Macron bénéficie d'une large majorité.

Le groupe Les Républicains (LR) s'est aligné sur les députés macronistes pour voter la réforme ferroviaire.

Les conséquences du mouvement ont été surtout visibles du côté de la gauche. La France insoumise de Mélenchon, qui avait bien du mal à exister sur le plan parlementaire, a tenté de s'appuyer sur le mouvement des cheminots pour se poser en principale alternative à Macron.

Autour de Mélenchon, même si c'était souvent contre sa personne, toute l'ancienne gauche s'est remise à frétiller, PCF en tête. Ont alors commencé les premières tentatives pour préparer un énième remake de l'Union de la gauche ou de la Gauche plurielle.

L'ex-professeur Mélenchon a cherché ses références dans une période plus éloignée. Le voilà qui a affirmé, dans la foulée des manifestations dites « marées populaires » du 26 mai, « avoir pour objectif la construction d'un Front populaire en France ».

Bien qu'il ait été partie prenante de la Gauche plurielle en qualité de ministre (2000-2002) de Jospin, Mélenchon ne tient pas vraiment à le rappeler. La référence au Front populaire sonne mieux, vu le souvenir calamiteux que le gouvernement de la Gauche plurielle a laissé dans l'opinion populaire. Cette référence a l'avantage d'évoquer, dans une même expression, à la fois la grande grève de mai-juin 1936 et l'opération politique pour l'étouffer.

Quel que soit le nom choisi, l'opération politique engagée consiste à construire la variante d'aujourd'hui d'un gouvernement, élu par les classes populaires, mais qui assumera son rôle de conseil d'administration de la bourgeoisie.

Au-delà de la personne de Mélenchon, c'est l'opération politique elle-même qui est

une tromperie pour la classe ouvrière.

Bien qu'en concurrence avec La France insoumise de Mélenchon, le PCF est partie prenante de l'opération. Le fait qu'il n'en tirera pas de bénéfices politiques ne change rien à l'affaire. C'est la répétition sous forme de farce du soutien décisif que le PCF du temps de Marchais avait apporté à Mitterrand, pour faire de ce politicien de centre-droit l'espoir de la gauche et l'ami des travailleurs.

Le PCF paya l'arrivée au pouvoir de Mitterrand par l'irrésistible déclin qui fut le sien. Mais c'est l'ensemble des travailleurs qui a payé pour la politique antiouvrière des gouvernements de gauche, d'autant plus ressentie comme une trahison que la gauche accédait au pouvoir grâce aux voix de l'électorat populaire.

Voilà pourquoi le PCF a perdu une bonne partie de ses militants, et en particulier celles et ceux qui assuraient son omniprésence dans les entreprises. C'est grâce à leur énergie militante que la direction du PCF put entraîner l'électorat ouvrier derrière une politique d'abdication devant les Mitterrand, Jospin, Hollande. C'est grâce à leur énergie militante que l'électorat ouvrier prit les vessies pour des lanternes, et les promesses cyniques de politiciens au service de la bourgeoisie pour un espoir pour les travailleurs.

Voilà la politique qui a abouti à la démoralisation d'un grand nombre de militants ouvriers. Une politique qui a discrédité la gauche et qui a contribué à faire le lit du Front national.

Et c'est cette même politique, fût-ce avec de nouveaux acteurs, que ses avocats essaient de nous présenter comme une alternative à Macron.

Ni Mélenchon ni ceux qui, bon gré mal gré, se situent dans son sillage n'ont eu la naïveté

de croire que de la grève des cheminots pouvait sortir une situation qui rende plausible une alternance. Faut-il rappeler que même Mai 68 n'a pas engendré cette situation, malgré la tentative de Mitterrand de se mettre en avant pour l'incarner face à de Gaulle?

Mais tout ce beau monde a en vue une échéance plus proche : les élections européennes en mai 2019, elles-mêmes prélude aux élections municipales de mars 2020.

DERRIÈRE LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES, LES ÉLECTIONS MUNICIPALES EN LIGNE DE MIRE

Les européennes n'ont certes pas la même importance pour les partis politiques que les législatives et, a fortiori, que l'élection présidentielle. Mais ce sera le premier scrutin après la victoire de Macron à la présidentielle, qui a consacré la faillite de l'ancienne alternance gauche-droite rythmant jusqu'alors la vie politique en France.

En 2017, Macron s'est avéré le mieux placé pour tirer profit de la décomposition de l'ancien système d'alternance. Il a su saisir sa chance pour se faire élire. Dans la foulée de son succès, il a su rallier à son panache blanc une partie des milieux politiques, aussi bien à droite qu'à gauche. Cela lui a suffi pour s'assurer une large majorité à l'Assemblée et gouverner.

Mais quelle est la solidité de cette construction dans l'ensemble des institutions ? Permettra-t-elle d'assurer la stabilité du fonctionnement de la démocratie parlementaire bourgeoise ? C'est aussi une question cruciale pour les carrières dans la caste politique, qui ne se limitent pas au président de la République et aux ministres. Des dizaines de mil-

liers de femmes et d'hommes vivent des institutions politiques de la bourgeoisie : outre les ministres, les sénateurs, les députés, des conseillers régionaux, des conseillers départementaux, des maires et des conseillers municipaux de grandes villes, sans parler de leurs assistants ou conseillers en tout genre.

Par le passé, l'alternance gauche-droite leur donnait des repères, même s'il y en avait toujours qui quittaient leur camp politique pour rejoindre celui d'en face, ou passaient des alliances avec les uns ou avec les autres, en fonction des circonstances.

Mais, avec la décomposition du système de l'alternance, ces repères se sont brouillés. Quels seront les nouveaux repères ? Personne ne les connaît, si ce n'est ce fait fondamental qu'ils auront tous à gérer les affaires publiques de la bourgeoisie à différents niveaux.

Reflète en même temps que facteur aggravant de cette situation : les deux principales formations de l'ancienne alternance, LR, d'un côté, et le PS, de l'autre, ont du mal à ramasser les morceaux de leur échec à l'élection présidentielle de 2017.

Laurent Wauquiez a réussi à se faire élire président du parti Les Républicains, mais, à force de courir vers les positions de l'extrême droite, il est en train de perdre les composantes de son parti qui n'ont pas envie d'assumer cette politique, en tout cas pas pour le moment. Le conflit entre Wauquiez et Virginie Calmels et l'éviction de cette dernière de son poste de vice-présidente ne sont pas seulement une question d'atomes crochus, mais le signe du désarroi d'un parti qui voudrait récupérer sa part dans l'électorat de droite mais ne sait pas comment. Pour le moment en tout cas, la droite traditionnelle est déchirée entre l'attraction exercée par Macron et celle exercée

par le Front national, rebaptisé Rassemblement national.

À gauche, le PS a tellement de mal à sortir du néant où l'ont enfoncé les précédentes élections que même l'ex-président Hollande, pourtant premier responsable de son échec, est en train de lui faire de l'ombre.

Après la déroute du PS, l'opération de Mélenchon vise à tirer définitivement l'échelle et à unifier la gauche autour de La France insoumise.

La multiplicité des manœuvres et l'agitation désordonnée des survivants politiques de la vieille génération, concurrencés dans leurs prés carrés par de jeunes ambitieux, sont des expressions de la perte de repères.

Même les macronistes ont un problème. Parier sur Macron à l'élection présidentielle, se faire élire député dans la foulée, s'est avéré être un pari gagnant. Mais, pour conquérir une mairie, pour occuper une multitude de postes et de positions, être macroniste n'est pas forcément une garantie de succès, surtout après deux ou trois ans de pouvoir de Macron, dans un contexte où celui-ci prend de plus en plus de mesures contre différentes catégories de la population. Les mesures concernant l'APL, celles qui se préparent sur les retraites, et bien d'autres, ne concerneront pas seulement les salariés.

Macron n'a pas le choix. Face à la crise de son système économique, la classe capitaliste mène une guerre brutale à tous ceux qui vivent de leur travail. À commencer par les salariés, car c'est sur leur dos que la classe capitaliste espère récupérer de quoi continuer à augmenter les profits des entreprises et surtout les dividendes des actionnaires les plus riches, dividendes que la marche habituelle de l'économie n'est pas capable de leur assurer.

Autant Macron cherche à ga-

agner ses galons aux yeux des possédants grâce à son intransigeance vis-à-vis de la classe ouvrière, autant il ne pourra se limiter à cela.

Bien d'autres couches populaires, y compris dans la petite bourgeoisie, subiront les conséquences des cadeaux faits au grand capital. L'affaire qui oppose en ce moment les agriculteurs producteurs de colza à la multinationale Total, et la façon honteuse dont le gouvernement exécute les ordres de cette firme, peuvent apparaître comme mineures mais elles sont significatives.

Il se peut que la politique cyniquement antiouvrière de Macron ne lui coûte pas trop cher électoralement car ce ne sont pas les travailleurs qui ont contribué à son élection et à celle des siens. Il se peut même que sa morgue vis-à-vis des pauvres et des chômeurs, vis-à-vis des seconds de cordée, lui vaille des applaudissements d'un certain nombre de petits bourgeois qui partagent son sentiment.

Mais comment les autres caté-

gories sociales réagiront-elles? Comment se traduiront leurs réactions sur le plan électoral? Les élections européennes en donneront peut-être une petite indication.

Pour le moment en tout cas, Macron n'est pas sûr de constituer autour de lui ce socle électoral qui permettrait à tous ceux qui se réclament de La République en marche (LREM) de se faire élire aux élections municipales qui suivront. « *C'est simple d'impulser une politique, mais si elle ne se transpose pas dans les régions et dans les villes, ça ne marchera jamais. J'ai intérêt à avoir des majorités stables, un peu partout* », aurait déclaré Macron lors d'une rencontre avec les maires LR (*Le Figaro*, 18 juin 2018).

Et le même *Figaro* de recenser la multitude de rencontres, de déjeuners d'élus, d'invitations à Matignon et à l'Élysée de maires de droite avec pour objectif les municipales de 2020. « *Ces maires de droite que Macron veut séduire* », titrait *Le Figaro*. Faute de les avoir attirés dans le parti macroniste LREM



Lors de la « marée populaire » du 26 mai à Paris. En finir avec le marché capitaliste ne passera pas par un nouveau rêve électoral.

(ou de les associer au gouvernement), comme il l'a fait avec la fournée Le Maire, Darmanin et Philippe lui-même, Macron manœuvre pour, en quelque sorte, les franchiser. Cela va de Juppé à Estrosi, en passant par des dizaines de maires et autres de notables.

Si ce sont les élections locales qui sont visées, les européennes serviront de préparation et de thermomètre. Mais le thermomètre lui-même risque d'être dérégulé et la graduation brouillée.

Macron a tout l'air de vouloir se présenter en tant que défenseur d'une politique européenne, en marquant son opposition aussi bien au protectionnisme de Mélenchon qu'à l'affichage de l'« identité nationale » façon Le Pen, Dupont-Aignan et, de plus en plus, Wauquiez. Se présenter comme défenseur de l'Europe traduit l'ambition qu'a Macron de passer pour le leader de l'Union européenne (UE) au milieu d'États de plus en plus ébranlés par le populisme et la montée des protectionnismes et minés par les désaccords autour de l'accueil

des migrants et, plus encore, par les contradictions entre leurs intérêts économiques.

Comment les divergences entre intérêts nationaux se manifesteront-elles face à la guerre économique aggravée par les mesures protectionnistes des États-Unis?

Le choix d'axer la campagne électorale des siens sur l'Europe, assez naturel pour des élections européennes, a pour Macron l'avantage de ne pas placer le débat sur sa politique économique et sociale. Mais dans quel état sera l'UE dans six mois, sous les assauts contradictoires des démagogues à la tête des différents pays? Qui pourrait prédire comment l'unité européenne, aussi limitée et superficielle qu'elle puisse être, résistera à la guerre économique déclenchée par les États-Unis?

Les communistes révolutionnaires devront évidemment se présenter aux élections européennes. Ils auront à y défendre les intérêts matériels et politiques de la classe ouvrière. Ce qui, dans le contexte

d'aujourd'hui, signifie rejeter Macron, la droite et l'extrême droite, mais refuser en même temps les illusions et les faux espoirs présentés avec un vocabulaire de gauche.

Dans cette période politique marquée par la montée des protectionnismes, par les repliements nationaux, par les attitudes de plus en plus abjectes vis-à-vis des migrants, les communistes révolutionnaires auront aussi à défendre les valeurs du mouvement ouvrier révolutionnaire, à commencer par l'internationalisme.

Ils auront à combattre les idées et les positions réactionnaires, propagées avec des mots différents – et encore! – par tous les partis, y compris ceux qui prétendent faire revivre la gauche.

Pour isolés qu'ils puissent apparaître dans le contexte d'aujourd'hui, ils auront à expliquer en quoi combattre pour l'émancipation des travailleurs contre la dictature de la classe capitaliste est inséparable de l'internationalisme.

20 juin 2018



Responsables du PCF dans le cortège « marée populaire » du 26 mai à Marseille. « Prenez le pouvoir ! »... par les urnes ?



La grève des cheminots : premières leçons

Après trois mois de grève, le front syndical est en train de se fissurer avec le départ de l'Unsa et celui quasi annoncé de la CFDT. En revanche, la CGT et Sud-Rail appellent à continuer le mouvement en juillet et tout dépend évidemment de la détermination des cheminots.

Par sa durée, par le nombre de grévistes qu'il a mobilisés, le mouvement de grève des cheminots démarré le 3 avril est déjà d'un des plus importants conflits à la SNCF des vingt dernières années. Mais surtout, avec ses forces et aussi ses limites, il dresse depuis près de trois mois une fraction des travailleurs face au gouvernement, sous le regard de toute l'opinion ouvrière. Le mouvement est d'ores et déjà riche d'enseignements pour les grévistes d'aujourd'hui et de demain, à la SNCF comme ailleurs.

NON UN PACTE, MAIS UNE DÉCLARATION DE GUERRE AUX CHEMINOTS

Le pacte ferroviaire qui vient d'être voté par le Sénat le 13 juin et l'Assemblée nationale le 14 contient pour l'essentiel trois mesures : l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs avec le transfert obligatoire des cheminots au privé sous peine de licenciement, la transformation des trois établissements SNCF en sociétés anonymes, et la fin du recrutement au statut. De plus, la filialisation du fret a été annoncée. Il s'agit donc d'une attaque en règle contre les cheminots.

Il est encore loin d'être en application, et d'autres réformes pourtant votées et promulguées ont fini à la poubelle comme le contrat première embauche en 2006. Pour autant, nombre de politiciens et de journalistes ont salué ce qu'ils ont appelé le Blitzkrieg, la guerre et la victoire éclair du gouvernement puisqu'il s'est écoulé moins de quatre mois entre l'annonce de ce plan le 27 février et son adoption par l'Assemblée nationale et le Sénat. L'inquiétude des partisans de la réforme ne résidait évidemment pas dans le vote des Assemblées, tout aussi godillot l'une que l'autre dès qu'il s'agit de s'en prendre aux travailleurs. Non, leur crainte était le spectre de 1995, quand la grève des transports avait paralysé une bonne partie du pays et avait contraint le gouvernement Juppé à manger son chapeau et retirer sa réforme des retraites.

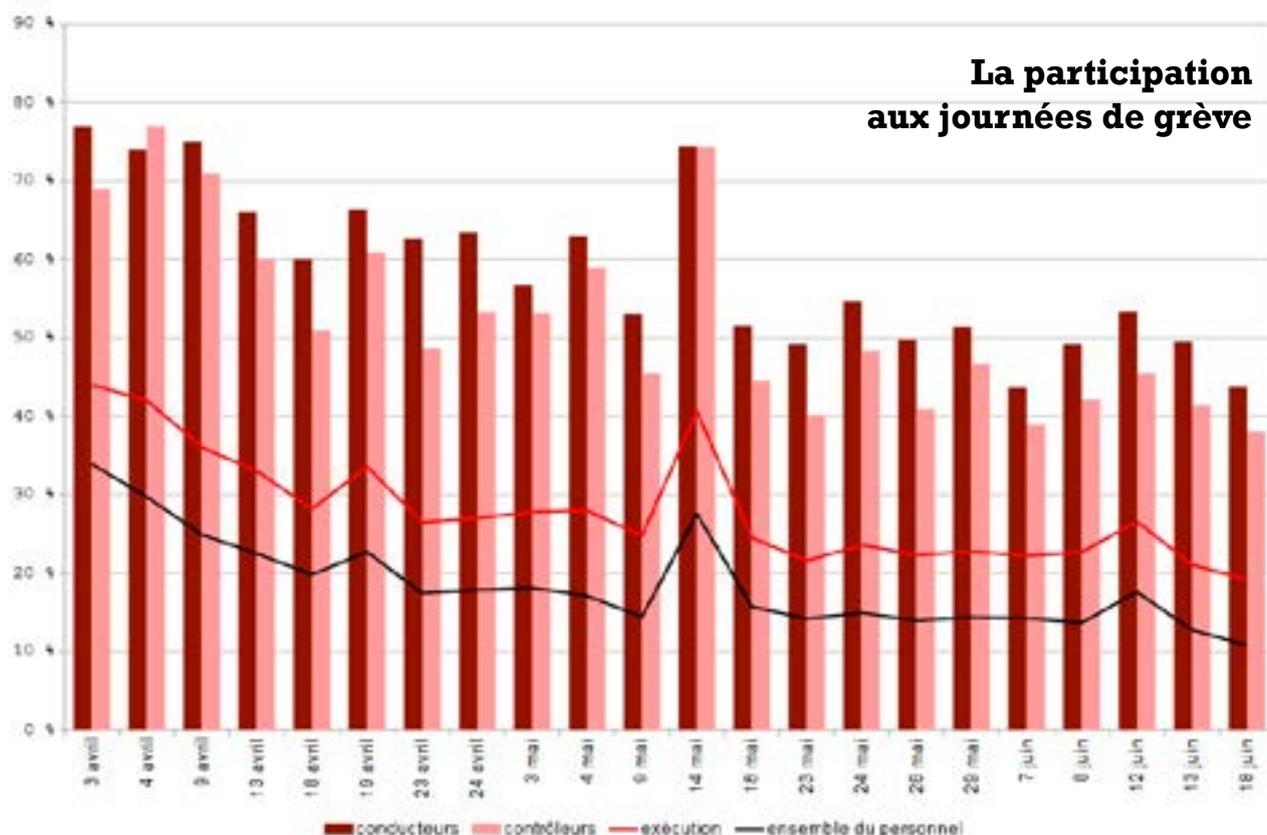
Malgré sa ténacité, le mouvement n'a pas eu une dynamique et une ampleur telles qu'il contraigne le gouvernement à reculer. Pourtant, au sein même des observateurs bourgeois, plusieurs relativisent cette victoire et ne cachent pas leur inquiétude.

L'objectif escompté était de mettre KO les cheminots, autant par le but que par les moyens

mis en œuvre par Macron. En effet, en s'attaquant simultanément au monopole de la SNCF sur le transport ferroviaire, en la transformant en société anonyme, privatisable ultérieurement, et en supprimant le statut des cheminots qui leur garantit une certaine sécurité d'emploi, le gouvernement voulait montrer qu'il n'hésitait pas à démolir ce qui a constitué le cadre du quotidien de générations de cheminots. Il voulait montrer à la bourgeoisie et à tout l'électorat de droite qu'il était capable de s'en prendre frontalement à des travailleurs, même réputés combattifs, organisés syndicalement, sans craindre leurs réactions, contrairement à ses prédécesseurs.

Pour tenter de dresser une grande partie de l'opinion publique contre les cheminots, le gouvernement a de plus orchestré, à l'annonce de son plan, une véritable campagne de calomnies contre eux, en particulier contre le statut, présenté comme un privilège inouï et responsable des pannes et des retards à répétition de la SNCF.

Les cheminots sont eux bien placés pour connaître la véritable cause des dysfonctionnements : le manque d'effectifs et l'état d'abandon d'une grande partie du réseau. La récente paralysie, le 13 juin, de tout le ré-



Si la participation à la grève a baissé après les premières journées, elle est restée solide depuis deux mois. Les secteurs les plus mobilisés ont été la conduite et le contrôle. Sur l'ensemble des cheminots à l'exécution, près d'un quart était en moyenne en grève chaque jour, mais une majorité des cheminots a participé à un moment ou un autre au mouvement.

À noter : la remontée du pourcentage de grévistes, le 14 mai, «journée sans cheminots» et dans une moindre mesure, le 12 juin, «journée de la colère cheminote».

Source : chiffres de la SNCF (en milieu de journée) concernant les jours, hors week-end, du calendrier de grève de l'intersyndicale

seau de la gare Saint-Lazare, en raison d'une pièce de signalisation défaillante datant de 1966, d'une valeur de 150 euros, dont les cheminots demandaient le remplacement sans succès, en est une illustration.

Alors cette campagne de dénigrement a peut-être porté ses fruits dans l'électorat antiouvrier ou le moins conscient, mais elle a eu pour effet d'ulcérer les cheminots – jusqu'aux cadres supérieurs – et de les dresser vent debout contre le gouvernement.

Ainsi, le SNCS, le syndicat des cadres supérieurs de la SNCF, a écrit en avril une lettre à la ministre des Transports : « Pour des raisons de stratégie politique, vous avez fait le choix, avec le président de la République et le Premier ministre, de livrer à la vindicte populaire les cheminots. » Peu habitué à

revendiquer, le syndicat indiquait : « C'est pour défendre notre honneur, car le gouvernement touche à notre conscience professionnelle. »

On a donc vu dans cette grève non seulement les agents d'exécution et des petites maîtrises, mais aussi des cadres s'opposer à cette réforme. Le résultat du *Vot'Action*, montrant 95 % d'opposition au pacte avec une participation de 61 %, a confirmé ce refus que la participation à la grève indiquait déjà.

Loin de diviser les cheminots entre eux, le gouvernement a réussi à les unir contre son projet, contre la direction de la SNCF qui a aussi multiplié mensonges et provocations à l'égard des grévistes. Loin de réussir à embarquer les cheminots derrière ses cadres autour du discours de Pepy, le PDG, sur le thème « battons-nous face à

la concurrence pour être les meilleurs », il a au contraire conduit beaucoup de cadres et agents de maîtrise à se ranger avec les grévistes, en situation de légitime défense.

L'INQUIÉTUDE DES COMMENTATEURS BOURGEOIS

Les plus conscients des commentateurs bourgeois voient le problème. Ainsi Raymond Soubie, ex-conseiller en relations sociales de Sarkozy, indique : « C'est la bonne méthode pour arriver à une loi, mais pas forcément pour la faire appliquer et embarquer tous les personnels dans sa mise en œuvre. » (*Les Échos*, 12 juin). Le journal *Le Monde*, dans son éditorial du 18 juin, relève pour sa part que « la bataille du rail n'est pas finie



Quand BFM révolutionne la statistique... Dans ce graphique, les 48% d'opposition à la grève SNCF font plus que la moitié du camembert.

et elle va laisser des séquelles à la SNCF [...]. L'entreprise offre un visage sinistré avec des relations sociales très dégradées.»

Un autre journaliste du *Monde* doute du coup de l'efficacité de la réforme: « Pour avoir une chance de réussir, une réforme doit recueillir un minimum d'assentiment de la part des principaux concernés. Or de ce point de vue, ce n'est pas gagné. Dans le climat délétère qui règne actuellement dans l'entreprise, on souhaite bien du courage à Guillaume Pepy pour retisser des liens sociaux passablement distendus au cours de trois mois de grève. » (Stéphane Lauer, 18 juin)

L'inquiétude de ces commentateurs est au contraire ce qui peut déjà faire la fierté des grévistes: ils ont collectivement relevé la tête. Les manœuvres de la direction (la retenue des repos comme jours de grève, l'embauche d'intérimaires ou de retraités pour remplacer les grévistes, les calomnies, etc.) tout autant que celles du gouvernement non seulement n'ont pas dissuadé les grévistes, mais ont renforcé leur détermination et leur cohésion. Le mouvement a touché la majorité des cheminots, de quelques jours de grève pour certains à plus d'une trentaine pour ceux qui ont suivi le calendrier fixé par l'intersyndicale, et même

bien au-delà pour d'autres, sans qu'il y ait de coupure entre les uns et les autres. Et il est quasi impossible de trouver un défenseur de la réforme parmi les cheminots.

Les commentateurs de la bourgeoisie appellent cela un climat délétère. C'est au contraire un climat de lutte, de fierté, de solidarité opposé à l'individualisme et à la résignation qui donne le ton à la SNCF depuis quatre mois. Cela prépare bien l'avenir et les bourgeois de tout acabit ont raison d'être inquiets.

LE MÉPRIS DU GOUVERNEMENT À L'ÉGARD DES SYNDICATS

L'autre aspect spectaculaire et peu habituel de la tactique du gouvernement a été son mépris affiché vis-à-vis des organisations syndicales, du moins jusqu'au début de mai.

À son annonce du projet de loi, le gouvernement avait bien programmé un calendrier de discussions entre Elisabeth Borne, la ministre des Transports, et chacune des organisations syndicales. Mais Édouard Philippe prévenait d'emblée que les trois points de sa réforme n'étaient pas du tout négociables. Il indiquait aussi sa décision d'utiliser les ordon-

nances et d'aller au plus vite. C'était une provocation à l'égard des syndicats, habitués à être associés, au moins formellement, à certaines discussions.

Le 3 avril, Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, dont le fonds de commerce est d'apparaître comme le bon négociateur, s'est indigné du fait que le gouvernement exprime « une forme de mépris à l'égard des partenaires sociaux et de la négociation collective » (*Le Figaro*, 3 avril). Mailly, alors à la tête de FO et qui a collaboré avec le gouvernement dans les ordonnances de la loi Travail à l'automne dernier, a craint de ne pouvoir jouer le rôle de pompier: « Quand l'herbe sèche, l'étincelle prend plus facilement », a déclaré Mailly au *Monde* le 9 avril. En fait, tous les syndicats réclamaient l'ouverture de réelles négociations.

S'ils avaient des doutes, le démarrage des discussions avec la ministre a achevé de les convaincre que leur consultation était de pure forme. Tous sont restés stupéfaits devant l'aplomb d'une ministre qui ne prenait même pas la peine de donner un argument ou une réponse à leurs questions. Rémi Aufrère, pour la CFDT cheminots, dit le 18 avril: « On s'interroge, car on se sent littéralement humiliés. [...] Le gouvernement cherche son succès en rase campagne. C'est contre-productif à long terme. » Roger Dillenseger, pour l'Unsa, autre syndicat ayant soutenu les précédentes réformes, se désespérait: « Je n'ai jamais vu une telle méthode de négociation, si on peut appeler cela ainsi. »

Exemple du mépris dans lequel le gouvernement tenait les organisations syndicales: elles ont appris par la presse la date de la fin programmée du recrutement au statut au 1^{er} janvier 2020, alors que cette date, très maigre consolation, devait être un point de négociation. Erik Meyer, dirigeant de

Sud-Rail, lors de la conférence de presse de l'intersyndicale, s'est indigné avec les autres que la ministre n'ait pas jugé bon de les en informer. Il en a été de même pour l'annonce de la filialisation du fret ferroviaire.

C'est délibérément que le gouvernement a choisi de fouler aux pieds les offres de services des syndicats, y compris les plus collaborateurs, les contraignant, sous peine de perdre tout crédit auprès des cheminots, de former un front uni de façon inédite pendant trois mois.

Le revers de la médaille a été que, plutôt que de décourager les grévistes, son attitude méprisante a elle aussi contribué à la mobilisation dans la durée des cheminots. Finalement, au bout d'un mois de mouvement de grève, le 7 mai, Édouard Philippe a fait un geste en acceptant de recevoir les organisations syndicales qu'il ignorait jusque-là.

L'ÉCHEC DES BASSES MANŒUVRES

Mais s'il changeait de ton, il était hors de question de céder quoi que ce soit aux cheminots. La reprise de 35 milliards de la dette de SNCF Réseau était une opération de diversion, prévue de longue date et qui ne concernait en rien les cheminots, même si l'intersyndicale en a fait un de ses premiers points de négociation. C'était une revendication des syndicats mais pas des cheminots.

Une autre tentative fut celle de la CFDT de faire valoir à l'Assemblée puis au Sénat des amendements, mais ceux-ci sont tellement dérisoires qu'il était impossible de les présenter devant les cheminots.

De ce fait, il était bien difficile pour les syndicats, en particulier l'Unsa et la CFDT, de se retirer du mouvement. Dillenseger, de l'Unsa, déclara

ainsi, d'après le journal *Les Échos* du 12 juin : « *L'ambiance est compliquée car on négocie une régression sociale.* » Il ajoutait : « *Si je sors du mouvement, autant me faire harakiri.* » D'autant que les élections professionnelles sont prévues à l'automne prochain. Et si la direction de la CFDT a fait un pas vers la sortie, en appelant à assurer « les trains du quotidien » la semaine du baccalauréat, il est notable que ses propres militants ont refusé de défendre cette position dans bon nombre d'assemblées.

LA POLITIQUE DE LA CGT

La direction du mouvement a de fait appartenu à la CGT, qui est de très loin la principale organisation tant en termes d'effectif militant que d'influence chez les cheminots. Elle en a fait la démonstration dès le début du mouvement en organisant la manifestation nationale du 22 mars qui a regroupé 25 000 cheminots, actifs et retraités. Si les autres organisations syndicales s'y sont ralliées, la CGT rassemblait les quatre cinquièmes du cortège.

C'est aussi la CGT qui, quelques jours plus tôt, le 15 mars, a fait avaliser par l'intersyndicale le calendrier de grève par périodes de deux jours sur cinq à partir du 3-4 avril et qui a donné jusqu'à aujourd'hui au mouvement sa physionomie.

Quelle qu'ait été la surprise de nombreux militants, y compris de la CGT, à l'annonce de cette forme de grève intermittente, il est vite apparu que nulle part les cheminots n'étaient prêts à la déborder. Si une assemblée comme celle de la gare du Nord a, par exemple, voté le 22 mars le principe d'une grève reconductible à partir du 3 avril, celle-ci ne fut réellement suivie que par quelques dizaines de grévistes au-delà

des jours du calendrier. Il en a été de même dans d'autres secteurs où des cheminots choisissaient de rester en grève reconductible entre deux périodes, mais de façon très minoritaire. D'autre part, si une fraction des travailleurs, majoritaire en particulier chez les agents de conduite et les contrôleurs, est restée en grève chaque jour du calendrier jusqu'à aujourd'hui, ce ne fut pas le cas dans tous les secteurs, bon nombre de cheminots faisant leur propre calendrier de grève... à l'intérieur du calendrier de l'intersyndicale.

La question n'est pas d'opposer telle tactique en soi, comme la grève reconductible, au « 2 sur 5 », comme étant la recette miracle valable en tout temps et en tout lieu et surtout indépendamment de ce que les travailleurs sont prêts à faire. Un mouvement peut commencer par une simple journée d'action comme le 13 mai 1968 et déborder vers une grève générale sans même d'appel syndical. Et même des journées d'action suffisamment rapprochées comme en 1995 ont pu permettre aux militants de s'appuyer sur des secteurs déjà mobilisés pour entraîner les autres.

CRÉER UNE DYNAMIQUE OU LA VERROUILLER ?

Loin de vouloir créer une dynamique, la CGT cheminots précisait dès le 16 mars, au lendemain de la parution du « calendrier », son objectif dans un rapport interne destiné aux secrétaires de syndicats : « *Avoir une mobilisation stable dans la durée pour passer les étapes de la stratégie gouvernementale et leur faire comprendre qu'ils ne gagneront pas en attendant le pourrissement.* » L'objectif était donc d'atteindre une mobilisation stable, en fait d'accompagner le calendrier législatif et celui des négociations. Il ne s'agissait pas de donner l'initiative aux cheminots mais de

cantonner leur lutte à soutenir les négociateurs syndicaux.

Plutôt que de tenter de convaincre qu'il faudrait à un moment ou à un autre jeter ses forces dans la bataille, toujours dans le même rapport, la fédération CGT flattait la grève à l'économie : « *Tous les cheminots, que ce soient ceux qui veulent s'économiser, ou ceux qui veulent perturber la production, pourront s'y retrouver.* »

Et elle tenait à verrouiller d'avance toute initiative de la base, y compris la sienne propre, en concluant : « *Il va nous falloir être clairs avec le moins de voix dissonantes possible. Nous ne pouvons pas refaire la stratégie en fonction de l'humeur, des tergiversations environnantes sur les sites. Il n'y en a qu'une seule.* »

Derrière « l'humeur, les tergiversations », il s'agit en fait, dans le langage suffisant de bureaucrates, de l'opinion des travailleurs. Pour eux, ceux-ci doivent être capables de supporter plus d'un mois de retenues sur salaire mais pas de décider de leur grève !

La méfiance allait jusqu'aux

rangs même de la CGT, la fédération recommandant de « *tenir les assemblées générales régulièrement, avec des AG de syndiqués avant celles de cheminots* » afin que ceux-ci ne parlent que d'une seule voix.

Après le succès du 22 mars, dans une autre note interne, elle interdisait le lendemain à ses militants et syndiqués « *de prendre part à un quelconque vote pour une reconduction le 5 avril* ».

Tout cela montre la crainte de la CGT de ne pas maîtriser le mouvement. Or, c'est en créant une dynamique, en s'appuyant sur l'enthousiasme et l'énergie des grévistes, sur leur nombre qui multiplie par cent les forces militantes, en les transformant en acteurs de la grève, qu'un mouvement peut prendre le caractère incontrôlable d'une réaction en chaîne.

Mais un mouvement incontrôlable, c'est aussi ce que craignent les directions syndicales. Et ce mouvement l'a encore prouvé.

Ce n'est que lorsqu'elle a vu que le mouvement avait peu de chances de la déborder, que la

direction de la CGT a dans une certaine mesure lâché la bride, autorisant par exemple des assemblées interservices là où elle s'y était opposée.

Il est vain de spéculer sur le fait qu'une grève reconductible aurait ou non pu enclencher une autre dynamique. D'une part parce qu'on ne refait pas l'histoire. Mais surtout parce que le rôle de militants ouvriers dévoués à leur classe n'est pas de faire des diagnostics a priori et de les imposer, mais de s'appuyer sur la volonté, le niveau de conscience et de combativité des grévistes au fur et à mesure de la lutte. « *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* » était la formule fondatrice de la 1^{ère} Internationale ouvrière. Cela commence par le fait que les travailleurs soient maîtres de leur mouvement et la seule forme de lutte adaptée est celle qui s'appuie sur la conscience et la détermination des grévistes à chaque étape.

Cela n'a rien non plus à voir avec la posture de la fédération Sud-Rail dont le seul fait d'armes a été de déposer un préavis de grève reconductible



Des cheminots en assemblée générale à Marseille.

mais sans jamais y appeler par elle-même, ni d'ailleurs chercher à s'en donner les moyens. Elle s'appuyait sur la stratégie de l'intersyndicale dont elle tenait à faire partie d'un côté, tout en la critiquant localement en fonction des circonstances et des opportunités.

Fondamentalement, Sud-Rail défendait tout autant que les autres ses intérêts d'appareil : être reconnu comme interlocuteur et négociateur par le gouvernement, tout en gardant un œil rivé sur les prochaines élections professionnelles.

LES ACQUIS DU MOUVEMENT

Le mouvement n'a pas eu la puissance de dépasser et déborder le cadre fourni par les organisations syndicales. C'est sa principale limite.

Mais dans ce cadre, pendant trois mois, les travailleurs du rail ont fait de multiples expériences. Des dizaines de milliers d'entre eux ont participé

à de assemblées, à des manifestations, des rassemblements. Ils ont établi des contacts avec des travailleurs d'autres secteurs, à la SNCF et en dehors.

Le caractère non corporatiste du mouvement s'est traduit par des diffusions de tracts, des rencontres auprès d'autres travailleurs. C'est ainsi que des cheminots sont venus prêter main forte à des travailleurs de Carrefour par exemple. Des cheminots se sont aussi rassemblés le 19 juin à la gare de l'Est à Paris, pour soutenir les travailleurs de Ford Blanquefort, qui allaient en Allemagne pour défendre leur emploi. Dans des dizaines d'endroits, des contacts ont été noués entre militants et travailleurs de différentes entreprises. Ces liens sont précieux pour l'avenir.

Bon nombre de travailleurs ont vu que, malgré leurs gesticulations et leurs sommations, le gouvernement et la direction de la SNCF n'avaient pas les moyens de faire cesser une grève. Et sa poursuite est suivie et commentée, ne serait-ce que

par les bulletins de circulation des trains, devenus dans les médias aussi quotidiens que ceux de la météo. Les cheminots, et bien d'autres travailleurs, ont pu constater, même si c'est parfois en déplorant l'absence de transports, que la classe ouvrière a un rôle irremplaçable dans la société et la cessation du travail, même limitée à une fraction d'entre elle, permet d'en prendre la mesure.

La lutte continue et, quel qu'en soit le résultat, bien d'autres surgiront dans des circonstances forcément différentes et propulseront à nouveau sur la scène des travailleurs en grève. Mais ils y retrouveront les mêmes acteurs, tant du côté du gouvernement, du patronat que des bureaucraties ouvrières. Alors il est du devoir des travailleurs, des militants d'analyser les intérêts et l'attitude des uns et des autres, de tirer le bilan de chaque lutte afin de préparer la suivante et lui permettre cette fois d'aller au bout de ses possibilités.

20 juin 2018





Autonomes et black blocs : une fausse radicalité et une impasse

Le mouvement de 2016 contre la loi El Khomri, puis plus récemment le mouvement initié par les cheminots et tout particulièrement la manifestation du 1^{er} mai dernier à Paris, ont mis sur le devant de la scène ce qu'il est maintenant convenu d'appeler les black blocs.

Les black blocs ne sont pas un mouvement politique, mais une méthode d'organisation dans les manifestations : ces « blocs noirs » – ce nom leur a semblé-t-il été donné par la police allemande dans les années 1980 – sont constitués de quelques dizaines ou centaines de militants, vêtus de noir et cagoulés, qui se rassemblent en tête des manifestations pour s'affronter à la police et casser du mobilier urbain ou des vitrines.

La tactique du black bloc est un des modes d'expression du courant dit autonome, issu de la mouvance anarchiste, qui n'a rien de nouveau. Ce qui l'est, en revanche, c'est son relatif développement et surtout l'attraction qu'il exerce sur une frange non négligeable de la jeunesse, du milieu syndical et d'un certain nombre de travailleurs, qui veulent y voir une perspective politique ou une méthode efficace pour se faire entendre.

L'un des symptômes de l'intérêt suscité par cette tendance est le succès grandissant, depuis le mouvement contre la loi El Khomri, de ce qui a été baptisé le « cortège de tête » : des manifestants non organisés qui choisissent de défiler devant les cortèges syndicaux. Si l'on en

croit les chiffres de la police, le 1^{er} mai 2018 il y aurait eu quelque 14000 personnes dans ce cortège de tête. Le black bloc, à l'avant du cortège de tête, regroupait, lui, quelque 1200 personnes plus ou moins prêtes à en découdre.

Depuis le 1^{er} mai, cette pratique fait beaucoup discuter dans les milieux militants, politiques et syndicaux, où certains ressentent de la sympathie pour ce courant autonome et ses méthodes, le plus souvent au prétexte que « eux au moins vont à la bagarre et font de l'action directe ».

LES SYMPTÔMES D'UN RECU

La relative radicalisation de certains jeunes, leur envie d'en découdre avec la police, leur rage, comme ils disent dans leurs publications, tout cela est évidemment compréhensible. Le cynisme et le mépris d'un Macron, la hargne avec laquelle les gouvernements successifs détruisent les conquêtes sociales du passé, la morgue d'un patronat convaincu que l'heure est venue d'en finir avec la notion même de droits so-

ciaux, et la pourriture profonde de cette société capitaliste, tout cela suscite la révolte d'un certain nombre de jeunes et de moins jeunes, et il n'y a pas, en soi, de raison de le regretter.

De même, on peut comprendre que bien des travailleurs, dans les milieux syndicaux en particulier, ne parviennent plus à supporter les molles manifestations organisées par les centrales syndicales, où la musique assourdissante a remplacé les slogans et où l'on trouve plus facilement du mojito que de la colère revendicative. Et, par-dessus tout, bien des travailleurs désireux de résister à la vaste opération de casse sociale en cours ne voient aucune perspective dans la politique proposée par les centrales syndicales. Et ils ne peuvent pas en voir, parce qu'il n'y en a pas, et cela fait des décennies que cela dure. Dans un article daté du 27 mai dernier, le journal *Le Monde* a ainsi donné la parole à un certain nombre de militants syndicaux attirés « par la radicalité du cortège de tête », écrit l'auteur de l'article, qui n'a visiblement jamais rencontré une radicalité plus importante que deux abribus cassés. Un « élu CGT »

explique par exemple: « Depuis les ordonnances Macron, on a beau manifester, c'est « cause toujours, tu m'intéresses ». On a l'impression que le syndicalisme ne pèse plus. Cette action directe [du black bloc] a un côté catalyseur du ras-le-bol qu'on ressent. » Ce sentiment est minoritaire – bien davantage de manifestants du 1^{er} mai ont été choqués par les comportements des autonomes – mais il existe et se développe.

Le rôle des révolutionnaires n'est pas de faire de la sociologie et de se contenter de comprendre les motivations des uns ou des autres, qu'il s'agisse de ceux qui votent Le Pen ou de ceux qui sympathisent avec les black blocs. Il est de proposer des perspectives politiques pour changer la société. Et, de ce point de vue là, nous affirmons clairement que les méthodes d'action des autonomes, tout comme les idées politiques qui les guident, sont non seulement stériles et inefficaces, mais qu'elles sont la marque d'un profond mépris et sont, pour bien des raisons que nous voulons détailler ici, l'antithèse des idées communistes que nous défendons. Au-delà de l'agitation des quelques centaines d'excités qui vont se bagarrer avec la police en tête de manifestations, la sympathie dont ils bénéficient auprès d'un nombre grandissant de militants est un symptôme supplémentaire du recul profond qui frappe la société actuelle.

UN COURANT QUI N'A RIEN DE NOUVEAU

Le courant autonome est né en Italie dans les années 1970. Marqué par les idées anarchistes libertaires, hostile à toute forme d'organisation et partisan de l'action directe dans la rue, une partie du mouvement autonome italien a théorisé la pratique du sabotage, de l'incendie, des braquages de banques pour motifs « révolutionnaires », avant d'être laminée par la police en 1979. C'est ensuite, dans les années 1980, que sont apparus les black blocs, à Berlin, à l'origine pour s'opposer à la police qui tentait de les déloger des squats qu'ils occupaient. Mais c'est à Seattle en 1999, à l'occasion d'un congrès de l'OMC, puis à Gênes en 2001, contre un sommet du G8, que les black blocs se sont fait connaître du grand public, en organisant, à quelques centaines, de violentes émeutes.

Si les black blocs n'ont refait leur apparition que tout récemment en France, en 2016 et au printemps 2018, le courant autonome n'a cessé, ces dernières années, d'agir et de faire parler de lui à travers autant d'actions apolitiques: organisation de squats, création de « zones à défendre » comme celle de Notre-Dame-des-Landes, affrontements avec la police lors de manifestations, comme celle du barrage de Sivens en octobre 2014 où Rémi Fraisse a trouvé la mort. Dans les milieux

militants étudiants, le courant autonome a aujourd'hui retrouvé une certaine vigueur, conséquence presque mécanique du discrédit des partis de gauche et de la faiblesse des organisations révolutionnaires dans un milieu petit-bourgeois intellectuel où l'adhésion aux idées du Front national ne fait guère recette.

L'APOLOGIE DE L'INDIVIDUALISME

Même s'ils cherchent surtout à se faire passer pour des cogneurs et des adeptes de la guérilla urbaine, les autonomes n'en défendent pas moins des idées politiques, qui sont exprimées dans toutes sortes de publications, comme le journal en ligne *Lundi matin*, de tracts et de fanzines. Beaucoup se réclament des idées défendues dans le petit ouvrage *L'Insurrection qui vient*, publié en 2007 sous la signature d'un mystérieux Comité invisible (et probablement dû à la plume de Julien Coupat, un des accusés du « groupe de Tarnac », en 2008).

Dans un style souvent aussi ampoulé qu'abscons, les auteurs de ces publications reprennent les vieilles idées du mouvement anarchiste contre l'organisation, la propriété, l'État, la police, mâtinées de référence au situationnisme de Guy Debord, dont personne n'a jamais bien compris de quoi il retournait. La manière dont ils présentent leurs idées



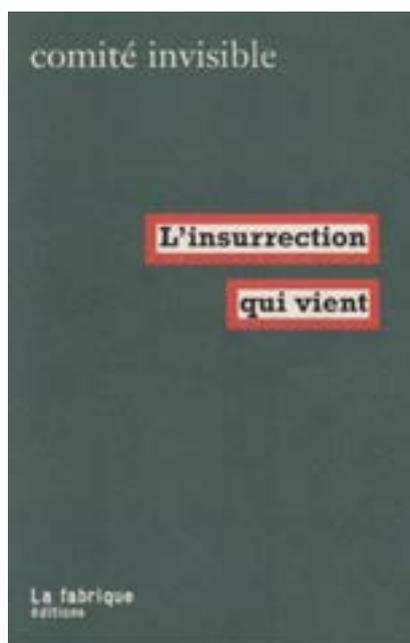
À Paris, le 1^{er} mai 2018, les black blocs se sont imposés en tête de manifestation.

SERGE D'IGNAZIO

prouve au moins une chose: ils ne cherchent pas à être compris du plus grand nombre, et en particulier du monde du travail. Exemple du charabia prétentieux qui caractérise ces productions, dans un tract expliquant ce qu'est le « cortège de tête »: « *Nous sommes un moment, pas un mouvement, un élan commun, émancipateur, enthousiasmant, inclusif et horizontal. Nous sommes des archipels de femmes et d'hommes libres, rassemblés pour la suite du monde. Nous sommes un méta réseau, un tissu de réalité toujours plus profond, plus intense et plus étranger au spectacle politique. Nous sommes le moment d'après.* »

L'Insurrection qui vient, livre de chevet de la plupart des militants autonomes, est du même tonneau. S'il est souvent bien tourné et parfois mordant dans la révolte qu'il exprime contre la société capitaliste, ce livre pose la question de la transformation de la société exactement à rebours de la théorie révolutionnaire telle qu'elle a été développée par le mouvement ouvrier depuis Marx et Engels: à la place de l'action collective des masses, l'individualisme y est érigé en principe directeur. À la place de la conscience, l'explosion spontanée. À la place du parti, « l'auto-organisation ». Dans un chapitre consacré aux AG de grévistes, l'auteur du livre écrit: « *Un réflexe est, au moindre mouvement, de faire une assemblée générale et de voter. C'est une erreur. Il faut saboter toute instance de représentation.* » Les participants aux mouvements étudiants de ces dernières années savent bien comment ce mot d'ordre est scrupuleusement suivi par les autonomes.

Il ne faut naturellement « rien attendre des organisations ». Quant aux préceptes concernant la vie personnelle, *L'Insurrection qui vient* théo-



Le livre qui résume l'essentiel des idées des autonomes d'aujourd'hui.

rise l'individualisme et le parasitisme social: « *Nous admettons la nécessité de trouver de l'argent, non la nécessité de travailler. [...] Devenir autonome, c'est apprendre à se battre dans la rue, à s'accaparer des maisons vides, à ne pas travailler, à s'aimer follement et à voler dans les magasins.* »

On retrouve là la rhétorique de ce qu'était le mouvement anarchiste à ses débuts, des idées d'un Kropotkine, celles qui ont inspiré le personnage de Souvarine, dans *Germinal* d'Émile Zola, qui sabote la mine et provoque la mort de dizaines de mineurs, au prétexte que la révolution ne peut venir que de la destruction.

Avant de devenir, pour quelques années, un communiste révolutionnaire, l'écrivain et militant Victor Serge a été de ceux-là: dans ses textes des années 1900 à 1910, il utilisait la rhétorique qui est aujourd'hui celle du mouvement autonome. Loin de prôner la révolution, Serge faisait alors l'apologie de l'individualisme, qui permet à « l'élite » anarchiste de s'élever au-dessus de la mêlée: « *Lorsque les socialistes viennent*

nous conter les mérites du "prolétariat conscient", nous répondons: Seules des minorités d'élite composées d'individus sains aux cervelles décrassées peuvent, en vivant mieux, acheminer les hommes vers plus de bonheur. [...] Passons parmi les plèbes en semant au hasard la graine des bonnes révoltes. Les minorités en qui subsiste encore de la force viendront à nous. »

Heureusement, la révolution russe a sauvé Victor Serge de ses propres idées. Ce n'est pour l'instant pas le cas pour les autonomes, qui reprennent le pire de ces idées. Les autonomes ne cherchent aujourd'hui à construire ni des organisations ni des mouvements, ni même à convaincre quiconque de quoi que ce soit: ils cherchent uniquement à « entraîner ». Du moins, pour ceux d'entre eux qui se posent des questions politiques et qui ne sont pas uniquement animés par des sentiments individualistes et par la volonté, tout simplement, de se faire plaisir. Sur un site Internet favorable aux autonomes, on trouve par exemple une significative collection d'interviews de « femmes et d'hommes de 16 à 40 ans » qui ont participé à un black bloc en 2016¹. Pas un seul n'exprime la moindre intention militante, pas un seul ne se pose le problème des implications politiques de ses actes, positives ou négatives: cette suite de témoignages est un long étalage d'autosatisfaction et de nombrilisme ridicule sur le thème du plaisir que procure le bris de vitrines ou du sentiment de puissance ressenti. « *Tu sors le marteau que tu as préalablement volé dans un magasin de bricolage. Tu es au niveau d'alerte maximum. Tout à coup, le bruit d'une vitrine qui explose – c'est un son fantastique – annonce que ça commence. Ensuite, tout s'enchaîne. Tu regardes au loin. Une cible à droite. Bientôt. Bientôt. Boum!*

¹ <http://jefklak.org/une-pensee-pour-les-familles-des-vitrines/>

Tu retournes dans la foule. Moment d'apaisement. Retour dans la foule, satisfait, jusqu'à la prochaine attaque.»

Bien sûr, il y a également des participants à ces mouvements qui mettent un contenu, au moins symbolique, dans leurs actions. Que de fois a-t-on entendu, au lendemain du 1^{er} mai 2018, des sympathisants du black bloc expliquer que celui-ci s'en était pris « *aux symboles du capitalisme* », à savoir un restaurant McDonald's et du mobilier urbain Decaux ? Outre que l'on se demande bien en quoi les travailleurs précaires employés chez McDonald's méritent de brûler vifs dans un restaurant parce que des hurluberlus ont décidé d'y jeter un cocktail Molotov, il faut tout de même une bonne dose de stupidité pour croire que détruire un abribus Decaux revient à s'attaquer au grand capital. Ne serait-ce que parce que chaque abribus détruit sera immédiatement reconstruit par Decaux, aux frais de la collectivité, ce qui permettra à la multinationale de gagner un peu plus d'argent.

Mais, de toute façon, ces motivations « politiques » sont loin d'être présentes dans la tête de tous les casseurs de vitrine. Au moins est plus lucide celui qui écrit, dans les témoignages que nous citons plus haut : « *La destruction de matériel, laisser une trace de notre passage en détruisant banques, agences d'intérim et agences immobilières, me parle beaucoup plus. Et ce n'est pas tant pour les effets que ces destructions auraient sur le Capital que le sentiment de liberté, de prise sur ma vie, que cela me procure.* »

En dehors des jeunes gens désœuvrés obéissant simplement à l'envie de se défouler ou de ressentir « un sentiment de liberté », il se trouve certainement aussi dans les black blocs des gens convaincus, sincèrement, de se comporter en

combattants contre l'ordre établi, voire en révolutionnaires, et qui sont tellement révoltés contre la société, tellement impatients de voir les choses changer, qu'ils se disent qu'il faut prendre l'initiative et « commencer le combat » en espérant entraîner derrière eux, ou avec eux, le reste des exploités.

Il faut leur dire qu'ils se trompent. Plutôt que dire que leur violence est légitime, comme l'a fait dès le 1^{er} mai au soir le NPA, jamais en retard quand il s'agit de caresser dans le sens du poil un mouvement qui prend un peu d'ampleur, fût-il stupide, il faut leur dire qu'elle ne sert à rien d'un point de vue social et politique, et qu'elle n'entraînera personne, parce que, quoi qu'en pensent les autonomes de tout poil, les travailleurs ne sont pas un troupeau de moutons qui, quand ils voient des gens tout casser, se mettent automatiquement à faire de même.

UNE FORME DE VIOLENCE STÉRILE

Lorsque nous dénonçons comme stérile la violence des black blocs, ce n'est certainement pas en nous plaçant dans le camp hypocrite d'un Macron ou d'un Collomb qui ne voient, eux, aucun inconvénient à la violence quand elle est exercée par l'armée française en Afrique... ou contre les travailleurs.

Si nous discutons de la violence et de son utilisation, c'est d'un point de vue politique. Nous ne sommes pas des pacifistes : nous sommes des révolutionnaires, et nous ne concevons pas la transformation de la société sans violence, parce que nous savons que la bourgeoisie, lorsque arriveront des révolutions, défendra ses privilèges et sa propriété jusqu'au dernier souffle de ses soldats, et que la classe ouvrière devra

trouver les moyens non seulement de se défendre mais de contre-attaquer.

Mais que veut dire la « violence » ? Ce n'est pas une catégorie philosophique suspendue en l'air. Il n'y a pas *une* violence, il y a des centaines de formes de violence différentes, qui n'ont pas le même contenu. La violence des oppresseurs et celle des opprimés ne sont pas les mêmes ; la violence individuelle et la violence des masses en lutte ne sont pas les mêmes. Un patron fusillé lors d'une révolution, cela n'a pas du tout le même sens que le patron de Renault tué d'une balle dans la tête, en 1986, par les militants d'Action directe coupés de tout mouvement social. Et du mobilier urbain brisé par une manifestation de travailleurs en colère qui jouent leur peau dans une grève contre la fermeture de leur usine n'est pas la même chose que le même mobilier urbain brisé par quelques dizaines de jeunes gens en mal de sensations fortes.

Et ajoutons que ce n'est pas le fait d'être « de masse » qui rend forcément toute violence légitime. Ici encore, tout est question de conscience. La violence de masse, quand elle se traduit par la tonte de femmes à la Libération ou un génocide au Rwanda, n'est certainement pas le signe d'une quelconque conscience de la part de ses auteurs. Et les révolutionnaires russes de 1917 ont inlassablement milité pour convaincre les masses ouvrières et paysannes de ne pas se livrer aux meurtres de vengeance et aux lynchages, crimes qui, comme écrivait Trotsky dans un ordre du jour de l'Armée rouge, « *dégradent autant moralement ceux qui les perpétuent que physiquement ceux qui les subissent* ».

Tout le combat des communistes révolutionnaires est d'œuvrer à la prise de conscience du maximum de travailleurs : conscience de leur



Saccage du McDonald's de la gare d'Austerlitz, le 1^{er} mai 2018 à Paris.

exploitation, de la nécessité de s'organiser, du caractère indispensable de la révolution pour renverser l'ordre établi. C'est certainement sur ce terrain que le fossé est le plus grand entre nous et les autonomes. Eux n'ont que faire de la conscience : ce qu'ils veulent, pour les plus sincères d'entre eux du moins, c'est simplement mettre le feu à la plaine, donner l'exemple de la révolte en espérant que cela donnera l'idée à d'autres de les imiter pour aboutir au « grand incendie ». Mais, même s'ils parvenaient à leurs fins, un grand incendie n'a rien à voir avec une révolution.

Il suffit de militer un peu dans le monde réel pour savoir qu'on est loin d'une telle explosion de colère. Mais quand bien même ? Si au soir du 1^{er} mai, par extraordinaire, des dizaines de milliers de jeunes avaient suivi l'exemple des black blocs et avaient brûlé des voitures, des magasins, et s'étaient battus toute la nuit avec la police, la question ne s'en serait pas moins posée le lendemain de savoir... quoi faire ensuite. Mai 1968 a ainsi entraîné des milliers de jeunes qui ont passé des nuits à se battre au Quartier latin et ailleurs contre la police, dans un contexte il est vrai to-

talement différent. Mais pour autant Mai 68 n'a pas changé la société et n'a pas été une révolution. Pour qu'une révolte devienne une révolution, il faut que les masses parviennent à un degré de conscience politique exceptionnel, conscience qui se matérialise par l'existence d'un parti révolutionnaire profondément implanté et influent. Sans ces idées, sans cette conscience des masses, sans ce parti, les révoltes ne resteront que des explosions de colère sans perspectives, et toute l'histoire montre que, dans de telles révoltes, ce ne sont jamais les révoltés qui l'emportent mais les armées au service des oppresseurs. Vouloir provoquer des révoltes sans se poser la question d'armer les exploités politiquement et physiquement, c'est la certitude de les emmener à la défaite. C'est pire que contre-productif : cela peut être criminel.

TOUJOURS LE MÊME MÉPRIS POUR LES TRAVAILLEURS

Lorsque les autonomes se mêlent de faire de la politique, ils défendent souvent des idées et des méthodes qui sont non seulement à l'opposé de celles

que nous défendons, mais qui de plus en disent long sur leurs conceptions morales. Lors d'une assemblée générale du récent mouvement étudiant à l'université de Tolbiac, par exemple, un militant autonome a expliqué, en toute candeur et publiquement, qu'il fallait s'en prendre violemment à la police parce qu'ainsi on allait provoquer de la répression et « attirer à nous les étudiants ». Le raisonnement est vieux comme le stalinisme et comme tous ces courants qui considèrent les travailleurs ou les jeunes comme des pions que l'on peut sacrifier à sa guise. Ce type de raisonnement n'indique qu'une chose, c'est le mépris qu'ont ceux qui le tiennent pour ceux qu'ils prétendent défendre. Et il est un bon indicateur de la politique que ces gens auraient s'ils accédaient un jour au pouvoir.

Le monde qui se délite, les injustices et les abominations quotidiennes de la société capitaliste, le fait que malgré tout rien ne se passe, cela peut générer de l'impatience chez des jeunes gens révoltés ou des militants ouvriers. Mais l'impatience ne suffit pas pour accélérer les explosions sociales. Et moins encore, lorsque cette impatience conduit à tenter de précipiter les choses en espérant que l'étincelle mettra le feu aux poudres. Surtout quand il n'y a pas de poudre, c'est-à-dire pas de situation révolutionnaire. N'en déplaise aux anarchistes, ce ne sont pas les bombes posées sous les roues des voitures des nobles russes qui ont précipité l'explosion de la révolution russe. C'est la conjonction, d'une part, du lent et patient travail mené par les militants révolutionnaires bolcheviques pour implanter leurs idées dans la classe ouvrière, et d'autre part, de la maturation de la conscience des masses provoquée par le pourrissement de la société capitaliste.

Dans la période bien sombre que nous vivons, où la résignation et la démoralisation sont présentes dans tous les recoins de la société, il n'est pas surprenant qu'il y ait des gens pour qui casser un abribus ou une vitrine, voire jeter des pavés sur des policiers, soit vécu comme un exutoire. Mais on n'est pas militant révolutionnaire pour se faire plaisir, ou alors on ne sert à rien. Être militant révolutionnaire, c'est d'abord réfléchir au fonctionnement de la société, aux rapports de force, aux raisons même de la situation de recul que nous vivons, c'est essayer de comprendre les mouvements profonds, progressistes ou réactionnaires, qui traversent les sociétés. Et agir, en l'occurrence, cela ne veut pas dire agir à la place des autres, c'est-à-dire à la place des masses.

Il n'y a pas de raccourci vers la révolution. C'est peut-être frustrant, mais c'est ainsi. L'exemple des guérilleros d'Amérique du Sud ou d'Amérique centrale a montré que ceux qui ont pris le maquis pour mener la « lutte armée » n'ont jamais su, lorsqu'ils sont parvenus au pouvoir, faire autre chose que diriger l'État contre la population. Parce qu'ils en étaient déjà coupés avant même de commencer le combat, parce que leur méthode même d'action était le signe de leur profond manque de confiance dans

la capacité des masses à se libérer elles-mêmes et à se diriger elles-mêmes.

C'est tout cela qu'il y a dans la fameuse devise de Marx « *l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». Les travailleurs n'ont pas besoin de gens qui se battent à leur place, ni qui décident à leur place ce qui est bon pour eux, que ce soient des politiciens réformistes qui leur promettent de les sauver par les urnes, ou des pseudo-guérilleros urbains qui s'arrogent le droit, quand ils veulent et où ils veulent, de confisquer une manifestation ouvrière pour la transformer en combat de rue stérile. Il est frappant de ce point de vue que les autonomes, qui critiquent sans cesse les bureaucraties et les systèmes de « représentation », agissent en n'étant ni élus ni contrôlés par personne, s'érigeant en bras armé de manifestants qui non seulement ne leur ont rien demandé, mais ignorent leurs idées et jusqu'à leur visage. Finalement, ceux qui imposent cela aux travailleurs qui manifestent, sans leur demander leur avis ni leur laisser le choix, valent-ils mieux que les politiciens bourgeois et les bureaucrates syndicaux qui imposent leurs choix aux travailleurs, d'en haut ? Il s'agit simplement d'une autre forme de mépris pour les masses.

Le pourrissement continu de la société capitaliste va certainement pousser, à l'avenir, bien des jeunes vers ce faux radicalisme, qui n'est en fait que le signe d'une démoralisation et d'un manque de confiance dans la capacité des masses à changer leur sort. Et il ne serait pas surprenant que, demain, un certain nombre de ces jeunes fassent un pas de plus et expriment leur « rage » et leur nihilisme non plus à coups de marteau dans des vitrines mais avec des bombes. Le mouvement ouvrier a déjà connu bien des fois de tels reculs.

Nous continuons de penser que la seule chose utile pour espérer changer le monde, ce n'est pas d'infliger des petites piqûres de moustique à la bourgeoisie et au capitalisme, qui n'a que faire d'un magasin saccagé et d'un abribus brisé. Le radicalisme, ce n'est pas jeter un pavé sur un flic. C'est se battre pour le pouvoir aux travailleurs, l'expropriation de la bourgeoisie et l'abolition du salariat. C'est militer pour que puisse se produire la seule chose qui effraie réellement la bourgeoisie : un soulèvement conscient du monde du travail.

Préparer cela, en œuvrant à la construction d'un parti révolutionnaire communiste, reste pour nous le seul combat qui vaille d'être mené.

19 juin 2018



Martinique et Guadeloupe : le scandale de l'empoisonnement au chlordécone

En décembre 2017, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) a publié un rapport sur les conséquences de la pollution au chlordécone aux Antilles. Il révèle qu'en 2013 les normes concernant les quantités de chlordécone autorisées dans la viande ont été fortement augmentées en Guadeloupe et en Martinique.

Le chlordécone est un insecticide très puissant qui a été utilisé massivement par les planteurs de bananes entre 1972 et 1993. Il s'agissait de lutter contre le charançon du bananier, qui détruisait leur production. On sait maintenant qu'il est responsable de la contamination des produits du sol (dont les ignames, les patates douces) sur toutes les surfaces plantées en banane : 14 000 hectares et 16 000 hectares sont contaminés, respectivement en Guadeloupe et en Martinique. Les rivières et les littoraux des régions bananières sont pollués, et les poissons de ces zones contaminés. Une grande partie de l'eau dite potable l'est aussi. Certes, en dose infime, le produit est prétendu inoffensif. Mais pratiquement toute la population des Antilles en a dans le sang à des doses diverses.

Plusieurs études scientifiques ont montré que le chlordécone est un poison qui serait responsable du nombre élevé de cancers de la prostate aux Antilles. En Martinique, en 2012 les chercheurs ont constaté que le taux de cancers de la prostate était sept fois supérieur à la moyenne mondiale.

En 2009, l'Inserm (Institut national de la santé et de la re-

cherche médicale) a publié une étude qui résumait les dangers connus du chlordécone pour la santé. Depuis 1976 et l'incident dans l'usine qui fabriquait le produit aux États-Unis, on savait que le chlordécone était dangereux pour le foie, le système nerveux, et la fécondité masculine. Cela a été observé chez les travailleurs de l'usine qui fabriquaient le képone (ancien nom du chlordécone). Et c'est pour cela que les États-Unis ont interdit le chlordécone dès 1976. D'autres études ont montré que le chlordécone était aussi dangereux pour le système reproducteur féminin, les reins, le système immunitaire. Il provoque aussi des malformations chez les bébés. En 2010 une étude, appelée Karuprostate, a confirmé le lien statistique entre le chlordécone et le cancer de la prostate en Guadeloupe.

En mars 2018, une nouvelle étude vient d'établir le lien causal entre chlordécone et cancer de façon certaine. Elle a été réalisée par une équipe de chercheurs de l'Institut biologique d'Angers, qui travaille depuis près de dix ans sur le sujet. Les scientifiques ont implanté des tumeurs humaines sur des rats, auxquels ils ont donné du chlordécone pour ob-

server l'évolution du cancer. Résultat : la molécule agit sur les vaisseaux sanguins, qui vont suralimenter les tumeurs. Il y a donc bien un risque de développer un cancer de la prostate, lorsque l'on est exposé régulièrement au chlordécone, même à faible dose. Et plus le taux de chlordécone dans le sang est élevé, plus le risque de cancer de la prostate l'est aussi, selon le professeur Blanchet, urologue au CHU de Pointe-à-Pitre.

Les chercheurs prévoient de continuer les tests avec des doses de plus en plus basses. L'intoxication des rats a été établie à 12,7 microgrammes de chlordécone par litre de sang. À titre de comparaison, les personnes les plus intoxiquées de l'étude Karuprostate (celle de 2010) avaient dans leur sang quatre fois ces valeurs.

On pense aussi que le chlordécone serait responsable du grand nombre de naissances prématurées aux Antilles, et peut-être d'autres problèmes. Au fil des ans, on en apprend toujours plus sur les effets néfastes du chlordécone. Si la recherche scientifique ne parvient pas à éradiquer la molécule, la durée de la contamination sera de plusieurs siècles selon les rapports.

L'État refuse de mettre les moyens financiers et humains nécessaires pour régler cette catastrophe sanitaire et environnementale. Au contraire, depuis 2013, l'État autorise des quantités de chlordécone cinq fois plus importantes dans la viande rouge (on passe de 20 à 100 microgrammes par kilogramme), et dix fois plus dans la volaille (on passe de 20 à 200 microgrammes par kilogramme)!

Déjà en 2008, le lobby des planteurs avait obtenu le doublement du seuil de ce pesticide autorisé dans le marché de l'Union européenne pour les fruits et légumes provenant des régions tropicales. Le taux limite de résidus de ce pesticide est passé de 10 microgrammes par kilogramme à 20 microgrammes par kilogramme pour pouvoir écouler la banane des Antilles. Même si ce taux est

inférieur à celui qu'on trouve pour d'autres pesticides dans les pommes et le raisin (10 milligrammes par kilogramme) en France, il est déjà trop élevé compte tenu de la nocivité particulière de ce pesticide.

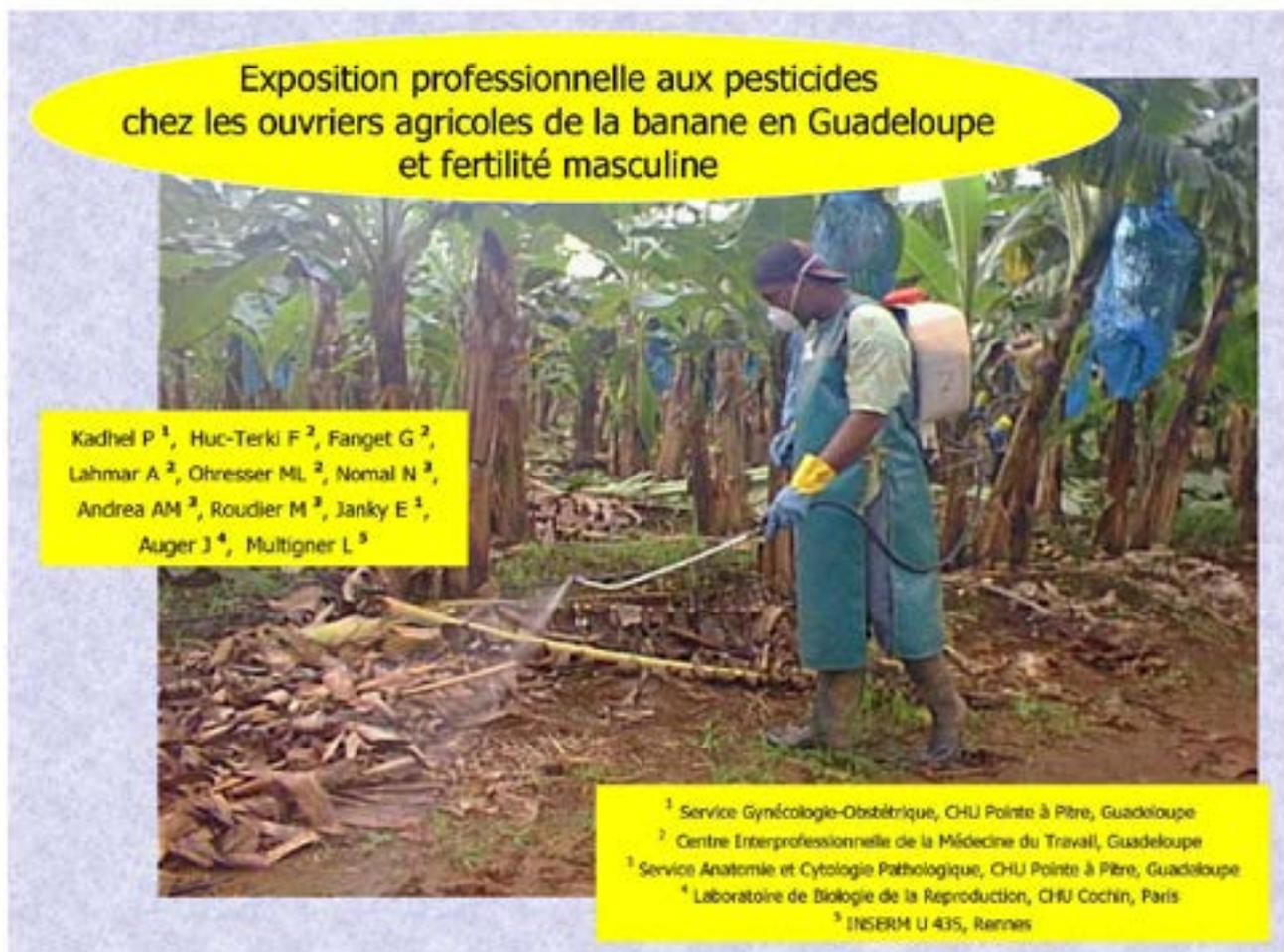
Cette modification a fait suite à une campagne de mesures de chlordécone dans les bananes exportées en 2006 avec des valeurs de 17 microgrammes par kilogramme. Les augmentations des seuils de pesticide autorisés ne concernent pas uniquement la banane et le chlordécone. Par exemple en 2012, la quantité autorisée de glyphosate dans les lentilles a été multipliée par 100 (de 0,1 milligramme par kilogramme à 10 milligrammes par kilogramme).

Les importantes augmentations de ces normes concernant le chlordécone sont révélatrices. Elles montrent que

les autorités se contentent d'accompagner la pollution sans mettre tous les moyens nécessaires pour régler le problème, c'est-à-dire commencer à dépolluer les sols contaminés par le chlordécone en Martinique et en Guadeloupe. Les planteurs pollueurs devraient payer les conséquences de cette catastrophe. Au contraire, il semble que l'État a décidé d'entériner la situation, en déclarant propres à la consommation des aliments fortement contaminés.

En février, pour tenter de calmer la colère de la population, la préfecture de Guadeloupe a voulu montrer qu'elle se préoccupe du problème du chlordécone. La préfecture a fait le point sur le plan chlordécone 3, lancé en 2014 et qui court jusqu'en 2020.

Les autorités pour l'instant ont renforcé la communication, informé les agriculteurs,



Première page d'une synthèse de résultats d'études médicales.

les éleveurs et les pêcheurs, et refait une carte détaillée des zones contaminées. Mais elles ne parlent pas de dépollution. Certes, on n'a pas encore trouvé les moyens scientifiques de dépolluer. Mais on ne voit aucune volonté politique de mettre les moyens matériels et financiers pour activer la recherche scientifique sur ces zones. Donc pour l'instant l'État se contente de décrire la catastrophe.

Depuis le premier plan chlordécone, en 2008, l'État se vante d'avoir dépensé 94 millions en relation avec la pollution. Mais il ne veut pas envisager un plan d'indemnisation des victimes de la pollution. Les pêcheurs des zones contaminées, par exemple, ont dû se mobiliser à plusieurs reprises. Certains, proches de la retraite, ont obtenu 30 000 euros pour cesser leur activité. Pour les autres, on ne sait pas trop ce qu'ils vont devenir.

Les autorités minimisent systématiquement le problème. La population antillaise est seulement invitée à surveiller elle-même son alimentation.

UN POISON AUTORISÉ PENDANT PLUS DE VINGT ANS

L'histoire du chlordécone est édifiante.

Le chlordécone est fabriqué et commercialisé sous le nom de képone aux États-Unis en 1958. En 1968, une première demande d'autorisation de commercialisation en France est refusée par la Commission des toxiques du ministère de l'Agriculture. Ce refus fut motivé par la « *grande persistance et forte toxicité chronique* » du képone.

En 1972, la société Seppic (Société d'exploitation de produits pour les industries chimiques), qui est aujourd'hui une filiale du groupe Air liquide, dépose une nouvelle demande d'autorisation. Elle est accordée par

le ministre de l'Agriculture, Jacques Chirac. Les gros planteurs de banane avaient fait pression en expliquant que le képone était la seule solution contre le charançon qui détruisait les plantations. L'entreprise Seppic se chargea de vendre aux planteurs le képone fabriqué aux États-Unis.

En juillet 1975, un grave accident industriel dans l'usine qui fabrique le képone aux États-Unis met fin à sa production. Une centaine d'ouvriers sont contaminés. C'est une catastrophe écologique. À la suite des symptômes observés chez les ouvriers (foie, système nerveux, fertilité), les États-Unis interdisent la production et la commercialisation du képone.

En 1977, un rapport du chercheur de l'Inra Snégaroff révèle la présence de grandes quantités de chlordécone dans les terres, les rivières, les sédiments et la faune aux Antilles. Il tire la sonnette d'alarme auprès des pouvoirs publics.

En 1979, l'Organisation mondiale de la santé classe le chlordécone comme cancérigène possible chez l'homme. La même année, Kermarrec, un agronome de l'Inra, constate une contamination au chlordécone dans les chaînes biologiques et demande une étude spécifique de cette pollution.

Depuis l'interdiction de fabrication aux États-Unis (1976), la société française Seppic n'a plus de képone à vendre aux planteurs. En 1981, un gros béké planteur de la Martinique (les békés sont les capitalistes blancs descendants d'esclavagistes et leur fortune provient de l'esclavage), Laurent Laguarigue, rachète le brevet du képone à la Seppic pour le vendre lui-même. Vu l'interdiction du produit aux États-Unis, il a probablement obtenu ce brevet pour une somme très modique. Laguarigue change le nom képone en curlone et le fait fabriquer

au Brésil. C'est avec le soutien du dirigeant du groupement des planteurs, Yves Hayot (la famille béké Hayot est la plus puissante des Antilles avec une fortune de 350 millions d'euros en 2017) qu'il va obtenir les autorisations de distribution aux Antilles entre 1981 et 1993.

Malgré les dangers observés du chlordécone sur les ouvriers de l'usine aux États-Unis, malgré les rapports Snégaroff et Kermarrec sur la persistance du chlordécone et son accumulation massive dans l'environnement, malgré l'interdiction aux États-Unis, en 1981 la ministre socialiste Édith Cresson sous Mitterrand autorisa les békés Laguarigue et Hayot à utiliser le curlone. Pourquoi ? Parce que ce sont les capitalistes qui dirigent cette société et qui ordonnent à l'État de faire ce qui les arrange.

En 1990, l'État interdit la commercialisation du curlone en France. Mais Laguarigue et Hayot obtiennent une dérogation de trois ans pour « *écouler les stocks* ». Ces dérogations ont été accordées par trois ministres de l'Agriculture, de gauche comme de droite : Henri Nallet (PS), Louis Mermaz (PS) et Jean-Pierre Soisson (droite).

Et cette connivence scandaleuse entre l'État et les gros planteurs a continué jusqu'à nos jours. En février, la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a eu le culot d'affirmer au Sénat que le lien entre le chlordécone et le cancer de la prostate n'était pas avéré, faute d'une étude complémentaire à celle de la Guadeloupe ! Mais c'est la même Agnès Buzyn, à l'époque directrice de l'Institut national du cancer, qui avait coupé le financement d'une étude complémentaire en Martinique en 2015.

Officiellement le chlordécone est interdit aux Antilles depuis le 30 septembre 1993 mais les ouvriers de la banane ont confirmé que son utilisation



Conférence de presse des ouvriers de Martinique et de Guadeloupe à propos du chlordécone, le 3 mars 2018.

s'est poursuivie. D'ailleurs en 2003, 10 tonnes de chlordécone ont été saisies dans un hangar d'emballage de banane dans une plantation en Martinique.

LES OUVRIERS, PREMIÈRES VICTIMES

Les ouvriers de la banane sont les premières victimes de l'utilisation du chlordécone et de bien d'autres poisons à épandre dans les plantations sans aucune protection.

Les pesticides étaient répandus à la main, au sol et sous forme aérienne. Ces produits sont tellement toxiques que certains ouvriers étaient brûlés, leur peau et leur chair rongées. D'autres sont morts empoisonnés dans les heures qui ont suivi l'épandage manuel du produit. Même les ouvriers qui ne l'utilisaient pas directement en subissaient les effets puisqu'ils travaillaient au milieu de la plantation polluée.

Pour que les ouvriers acceptent de s'exposer à tous ces poisons, dont le chlordécone, les patrons des plantations leur présentaient l'épandage comme un privilège : les ouvriers finissaient leur journée de travail

beaucoup plus tôt. Ceux qui hésitaient ou refusaient d'être en contact avec les produits étaient tout simplement licenciés.

En conséquence, bon nombre d'ouvriers sont morts de cancers (notamment de la prostate), de la maladie de Parkinson et même de paralysie bien avant l'âge de la retraite. L'empoisonnement a aussi atteint leurs enfants, dont certains sont nés avec des handicaps ou en ont développé plus tard.

Dès les années 1970, les ouvriers agricoles de la banane en Martinique et en Guadeloupe se sont mobilisés contre l'utilisation de ces produits toxiques. C'est grâce à leurs grèves combatives que récemment les patrons voyous de la banane ont dû mettre à leur disposition des protections pour l'usage de produits toxiques. Elles sont certes insuffisantes mais c'est un début.

Les ouvriers agricoles touchent à peine le smic mensuel et pour la plupart ne cotisent pas à une caisse de retraite complémentaire. Il est difficile avec si peu de moyens de soigner ces maladies. Bien souvent, malgré la fatigue, la maladie et l'âge, ils sont contraints de continuer à

travailler sur les plantations jusqu'à épuisement. Le mois dernier, une pétition a été lancée sur les deux îles pour exiger une prise en charge des soins des ouvriers malades. Les travailleurs de Martinique et de Guadeloupe vont poursuivre leur mobilisation commune.

Ils ont raison : les planteurs empoisonneurs sont sur les deux îles, le combat doit se mener ensemble !

EXISTE-T-IL DES SOLUTIONS POUR DÉPOLLUER LES SOLS ?

À l'université des Antilles, un laboratoire de chimie travaille sur des bactéries qui pourraient dégrader la molécule. Pour l'instant ils n'ont pas encore trouvé de bactérie efficace. Ces chercheurs se plaignent du manque de financement, qui ralentit cette étude.

Le BRGM (Bureau des recherches géologiques et minières) a mené une étude récente sur la possibilité de réduction des concentrations dans le sol. Entre 2013 et 2014 des chercheurs du BRGM ont étudié une parcelle fortement polluée de 1 000 m² à Capesterre Belle-Eau (la « capitale de la banane » en Guadeloupe). Ils ont traité le sol avec un mélange à base de poudre de fer. Au bout de trois mois, les concentrations de chlordécone ont diminué de 60 % à 70 %.

Ces résultats montrent qu'il est donc possible, à défaut d'une décontamination totale, de réduire de plus de moitié les concentrations dans le sol. Pourquoi entend-on peu parler de cette expérience ? Parce que ce traitement est coûteux : environ 170 000 euros par hectare.

*

Depuis vingt ans des voix s'élèvent pour dénoncer le scandale du chlordécone. Les ouvriers de la banane protestent depuis longtemps contre leur

empoisonnement au travail par toutes sortes de produits toxiques. Depuis les années 1970, Combat ouvrier dénonce dans ses bulletins d'entreprise l'utilisation de ces poisons dans les plantations (Temik, paraquat...). En Martinique et en Guadeloupe, plusieurs associations ont dénoncé la responsabilité de l'État et ont déposé des plaintes. Ces protestations ont conduit l'État à faire les plans chlordécone 1, 2 et 3 et à financer l'étude de décontamination du BRGM. Aujourd'hui des organisations exigent l'annulation de l'augmentation des taux autorisés dans les aliments.

Mais pour commencer à régler le problème, il faut commencer à dépolluer ! L'expérience du BRGM a montré que c'est possible mais coûteux (14000 hectares en Guadeloupe et 16 000 hectares en Martinique : 5,1 milliards). Cela paraît beaucoup mais avec les mesures Macron, chaque année l'État donne des dizaines de milliards aux gros patrons. Pour exiger que l'État mette l'argent nécessaire pour commencer à régler le problème du chlordécone aux Antilles, il faudra plus que des combats juridiques isolés, il faudra des mobilisations massives !

Au cours des dernières semaines, plusieurs mobilisations sont allées dans ce sens, ce qui est très positif. Deux manifestations, le 25 mars et le 15 avril 2018, ont rassemblé 1500 personnes dans les rues de Fort-de-France en Martinique.

Et surtout, les ouvriers de la banane ont décidé de mener une lutte commune en Martinique et en Guadeloupe contre leur empoisonnement au travail. Une pétition a été remise aux préfets de la Guadeloupe et de la Martinique pour exiger



Manifestation des ouvriers contre leur empoisonnement, en direction de la préfecture de Basse-Terre (Guadeloupe), le 6 avril 2018.

une prise en charge des soins des ouvriers malades. Une campagne d'information dans les plantations des deux îles se poursuit et elle sera suivie du dépôt d'une plainte commune contre les planteurs empoisonneurs. En Guadeloupe les ouvriers de la banane ont fait grève le 6 avril et le 3 mai dernier.

En Guadeloupe un récent épisode a montré une fois de plus que, pour les autorités, la santé humaine est loin d'être une priorité. Le 3 mai, la mairie de Gourbeyre a signalé que l'eau distribuée dans les robinets dépassait les taux autorisés de chlordécone, car les filtres à charbon actif n'avaient pas été remplacés à temps ! Mais la mairie a affirmé que ce n'était pas grave, que l'eau restait consommable, sauf pour les femmes enceintes ! Au scandale de la pollution viennent donc s'ajouter les conséquences des réductions budgétaires dans les collectivités et les services publics.

Pendant que la popula-

tion continue à faire les frais de cette pollution, les capitalistes, gros planteurs békés et quelques autres, continuent eux à réaliser de super profits et à empocher des subventions de la France et de l'Europe. Et le scandale continue même après le chlordécone car aujourd'hui d'autres produits polluants sont encore utilisés.

Aux Antilles, tout comme en France et dans le monde entier, les capitalistes au nom du profit sont prêts à empoisonner les travailleurs et la population avec des produits toxiques (chlordécone, amiante, glyphosate...). Les dirigeants des États à leur service les protègent et ferment les yeux sur ces scandales.

C'est pour cela que nous sommes communistes révolutionnaires. Il ne s'agit pas de rester dans le cadre de ce système capitaliste et de tenter de le corriger. Les capitalistes et leurs valets gouvernementaux ne sont pas corrigibles. Il faut les renverser !

18 juin 2018



Les Kurdes de Syrie soumis aux manœuvres des différentes puissances

Les Kurdes, privés de droits nationaux et opprimés depuis plus de cent ans, ont semblé voir leur situation s'améliorer au cours des guerres qui ravagent l'Irak depuis un quart de siècle et plus récemment la Syrie. Des forces armées nationalistes kurdes (les peshmergas de Barzani et de Talabani côté irakien, les YPG, Unités de protection du peuple, bataillons du PYD, côté syrien) gèrent des régions autonomes, qui ont été relativement étendues à l'été 2017. Depuis, elles ont été attaquées et en partie amputées, l'une en octobre 2017 par l'armée irakienne, l'autre par l'armée turque début 2018.

Le Kurdistan autonome irakien existe de fait depuis 1991 et officiellement depuis 2005. Il a bénéficié d'un essor économique autour de sa capitale Erbil grâce au pétrole. Plus récemment, les Kurdes de Syrie ont pu, eux aussi, gérer un territoire autonome depuis 2012, le Rojava, dont le nom signifie Ouest en kurde, car il constitue l'ouest du Kurdistan revendiqué par les nationalistes. Il a fait la une de l'actualité, lors de la bataille de Kobané surtout (en 2014-2015), quand les combattants des YPG ont résisté à l'avancée de l'État islamique, ou lors de l'attaque contre Afrin (entre janvier et avril 2018), quand à l'inverse ils ont été repoussés par l'armée turque.

L'ÎLOT KURDE DE SYRIE, OU ROJAVA

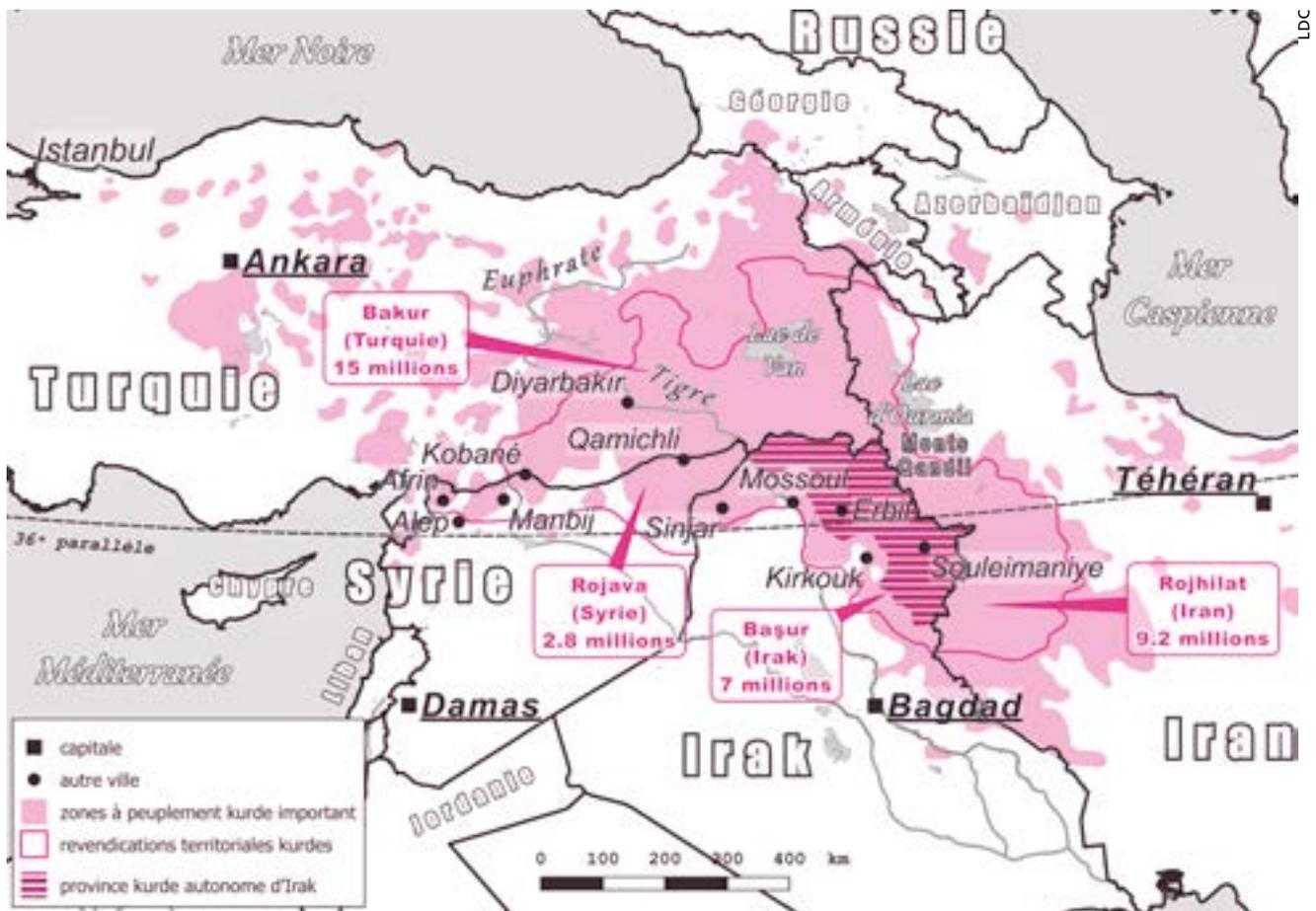
Au moment de l'avancée maximale de l'organisation de l'État islamique (Daech), les combattants kurdes étaient les plus déterminés sur le terrain contre les milices djihadistes, bénéficiant de l'expérience mi-

litaire acquise durant de nombreuses luttes, contrairement aux conscrits des armées irakienne ou syrienne. Les combattants kurdes ont donc eu les honneurs de la presse internationale, notamment en France. De nombreux reportages ont montré les groupes de femmes combattantes. Ces images tranchaient avec celles de rues sans femmes, ou de femmes entièrement voilées, si fréquentes dans la Syrie et l'Irak d'aujourd'hui.

Le Rojava détonne par rapport à ce que vit la région. Ce petit territoire, dont la taille varie au gré des batailles autour de 30 000 km², est géré par le PYD (Parti de l'union démocratique), proche du PKK, le Parti des travailleurs kurdes, principal parti kurde de Turquie, de tradition stalinienne. Sa résistance face aux diverses milices djihadistes, à commencer par celles de l'État islamique, est notable. D'autant que les autorités du Rojava mettent en avant non seulement bien sûr les droits des Kurdes, mais aussi le droit à toutes les différences linguistiques et religieuses, celui des femmes à l'égalité et le

droit de tous à un logement et à l'éducation. Dans la situation quasi inextricable de la région, devenue un gigantesque bourbier, marqué par la guerre et la guerre civile entre des camps plus réactionnaires les uns que les autres, les autorités du Rojava, rebaptisé Fédération de Syrie du Nord depuis 2016, visent à sauver leur autonomie. Mais jusqu'à quand cela sera-t-il possible ?

Le nationalisme kurde, même atténué et élargi à ce que les dirigeants du Rojava appellent le confédéralisme démocratique, reste de toute façon une voie sans issue. Les nationalistes kurdes ont toujours été ballotés au gré des choix changeants des puissances intervenant dans la région, qu'elles soient locales comme la Turquie, la Syrie, l'Iran, l'Irak, ou plus lointaines comme la Russie ou les pays impérialistes occidentaux. Dans le contexte actuel d'un Moyen-Orient dominé par les relations impérialistes, l'idée d'un État ou même d'une région autonome kurde durable reste illusoire. Celle d'un petit territoire autonome en paix,



La situation des Kurdes au Moyen-Orient

se réclamant du multiculturalisme, où la population pourrait préserver durablement ses conditions de vie et ses libertés face aux États syrien, turc ou irakien, l'est tout autant.

UN PEUPLE SANS ÉTAT, LAISSÉ POUR COMPTE AU 20^e SIÈCLE

Les Kurdes sont 30 à 40 millions, dispersés sur plusieurs pays, essentiellement la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Ce peuple, caractérisé par sa langue, avait une existence un peu plus reconnue avant 1918, bénéficiant d'une certaine autonomie au sein de l'Empire ottoman, qui a été disloqué après la Première Guerre mondiale, dont il fut un des vaincus. Les puissances impérialistes qui l'ont dépecé (Royaume-Uni et France) avaient promis un territoire aux Kurdes, avant d'op-

ter, confrontées à la nouvelle Turquie de Mustafa Kemal, pour une autre solution. Les Kurdes, comme les Arabes, ont été répartis entre des nouveaux États constitués dans l'optique de préserver au maximum les intérêts des deux puissances occidentales qui se partageaient la région en zones d'influence. À la différence des Arabes, les Kurdes n'étaient, eux, qu'une minorité au sein de ces États, soit autour de 20% en Turquie ou en Irak, les deux pays où ils sont proportionnellement le plus nombreux. Depuis, les gouvernants (puissances coloniales, puis régimes arabes, turc ou iranien) ont réprimé les aspirations de cette minorité afin de conforter leur pouvoir et le nationalisme dominant sur lequel ils s'appuyaient. Les Kurdes ont constamment été victimes de discriminations, à commencer par la négation des spécificités, l'interdiction de parler la langue, jusqu'à des vagues de répression meurtrière et des déplacements de

population.

Les mouvements de protestation kurdes n'ont jamais cessé, marqués par de nombreux affrontements armés, et même une guérilla quasi permanente en Irak et en Turquie. Mais si les États iraniens, irakiens ou syriens ne toléraient aucun mouvement kurde interne, ils en ont parfois soutenu de l'autre côté de leur frontière, contre leurs voisins et rivaux. Les mouvements kurdes se sont ainsi développés séparément, dans chaque pays, l'État opposé au leur pouvant les armer... jusqu'à ce qu'il les abandonne. Ainsi l'Iran du chah avait soutenu les Kurdes irakiens, avant de se réconcilier avec l'Irak en 1975, pour quelques années. Mustafa Barzani, père de Massoud, dirigeant kurde irakien actuel, avait alors dû fuir l'Irak en catastrophe avec 100 000 Kurdes.

Le PKK de Turquie a pour sa part longtemps bénéficié de la



Empire World en 2015, quartier encore en construction d'Erbil, la capitale du Kurdistan autonome irakien, avec maisons de luxe et tours de bureaux, grâce aux revenus du pétrole. 80% des sociétés établies à Erbil viennent de Turquie.

protection des Assad en Syrie, où il avait installé sa base arrière entre 1979 et 1998. Mais en 1998 le gouvernement syrien a changé d'attitude. Pour de meilleures relations avec la Turquie, il a accepté d'expulser Öcalan, le dirigeant du PKK. Cela permit aux militaires turcs d'enlever ce dernier au Kenya, avec l'appui des services américains. Depuis vingt ans, il est en prison, et depuis 2016 à l'isolement total.

DE LA DÉSTABILISATION DU RÉGIME IRAKIEN À L'AUTONOMIE DU KURDISTAN D'IRAK

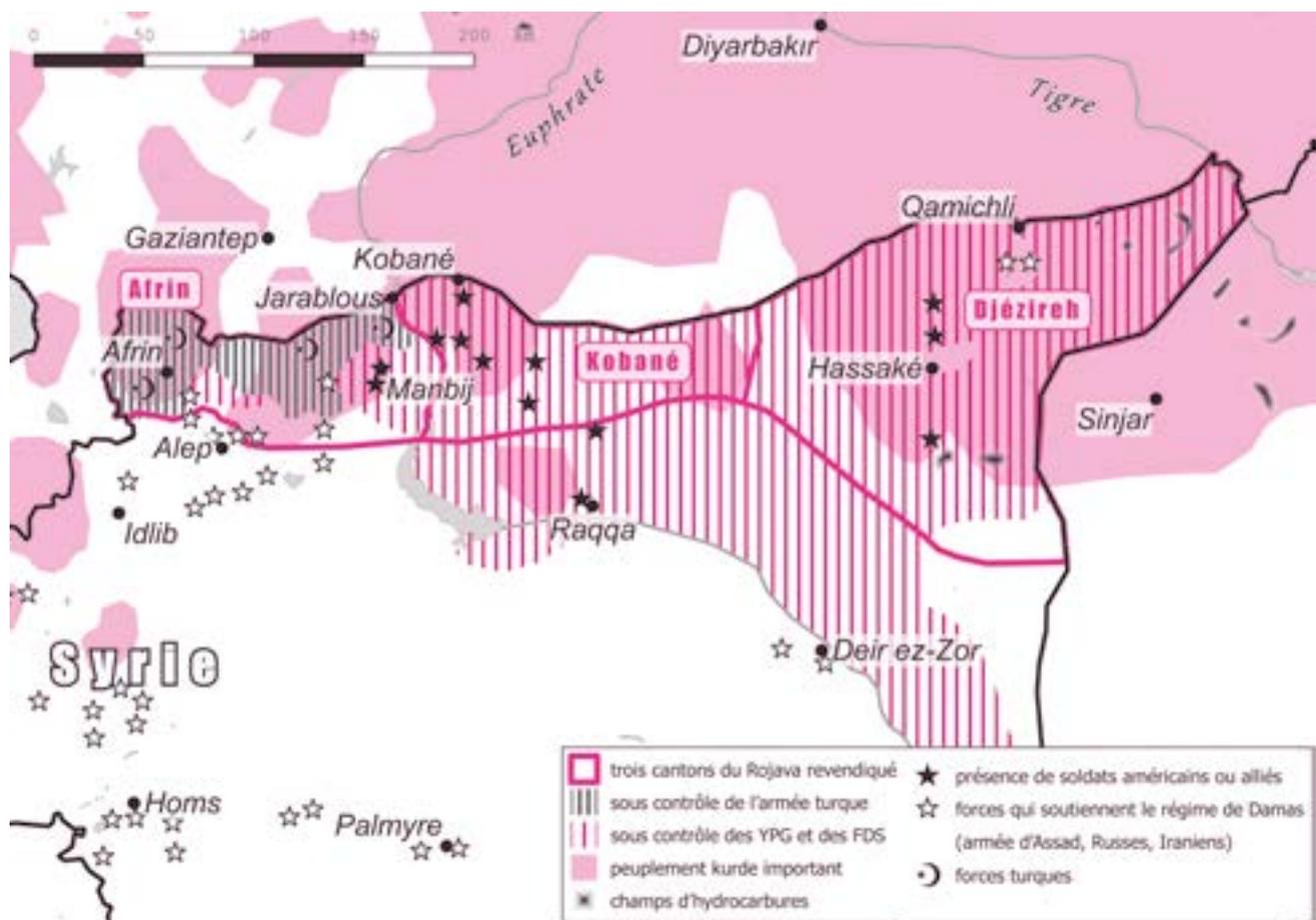
Mais la situation a évolué. Les guerres du dernier quart de siècle, qui ont secoué les régimes d'Irak puis de Syrie, ont eu pour effet secondaire de donner un espace aux Kurdes de ces pays, avec l'accord des puissances impérialistes. En 1991, l'attaque dirigée par les

États-Unis, sous l'égide de l'ONU, contre l'Irak de Saddam Hussein, a occasionné une insurrection kurde. Les dirigeants américains, qui avaient appelé le peuple irakien à se soulever contre ses dirigeants, ont laissé l'armée la réprimer. Ce n'est qu'une fois assurés que tout risque révolutionnaire était écarté qu'ils ont protégé le Kurdistan irakien, interdisant son survol par une zone d'exclusion aérienne au nord du 36^e parallèle. Cela a permis l'autonomie de fait d'un territoire autour de la ville d'Erbil. Ce Kurdistan irakien a été déchiré, dans les années 1990, par des affrontements fratricides entre les fidèles de Barzani (qui tenaient le nord autour d'Erbil) et ceux de Talabani (qui tenaient le sud autour de Souleimaniyé). Cela a entraîné une partition entre nord et sud du Kurdistan irakien jusqu'en 2006.

En 2003, la deuxième attaque américaine contre l'Irak, poussée cette fois jusqu'au ren-

versement et à l'exécution de Saddam Hussein, a permis aux peshmergas d'étendre leur territoire et de contrôler presque toutes les zones kurdes du pays. En 2005, l'Irak est officiellement devenu fédéral, reconnaissant au nord le Kurdistan autonome, dirigé par le GRK (Gouvernement régional du Kurdistan), avec Massoud Barzani comme président, tandis que Jalal Talabani devenait président de la République d'Irak. C'était un choix des dirigeants américains de miser sur différents pouvoirs pour mieux contrôler le pays. Ils s'appuyaient sur les milices chiites dans le reste de l'Irak. En 2014-2015, les progrès de Daech, entraînant la débâcle de l'armée irakienne, ont permis à ce Kurdistan autonome d'englober de plus vastes zones, dont la grande ville de Kirkouk et ses alentours riches en pétrole. Puis les reculs de Daech, à partir de 2015, ont encore agrandi l'espace du GRK. À partir de 2003, les autorités kurdes irakiennes ont exploité elles-mêmes, sans l'accord de Bagdad, le pétrole de la région, en coopération avec des compagnies étrangères. L'exportation via un oléoduc passant par la Turquie a permis un afflux financier important. Barzani et le GRK s'accordaient avec le gouvernement turc, et acceptaient en échange de ne donner aucun soutien au PKK.

La ville d'Erbil ne cessait de s'agrandir, avec un troisième puis un quatrième périphérique, grâce aux réfugiés mais aussi à un essor économique que certains n'hésitaient pas à comparer à celui de Dubaï. En juillet 2017, les peshmergas ont été les principales troupes au sol dans la reprise de Mossoul aux milices de Daech. Ce Kurdistan irakien, jouissant d'une autonomie de facto depuis vingt-six ans, officielle depuis douze ans, pouvait donc l'été dernier sembler un pôle prospère, stable et puissant.



Le territoire géré par les Kurdes du PYD au nord de la Syrie (Rojava).

LE KURDISTAN D'IRAK APRÈS L'ATTAQUE GOUVERNEMENTALE D'OCTOBRE 2017

En septembre 2017, le gouvernement régional de Barzani est allé jusqu'à organiser un référendum sur l'indépendance. Voulait-il consolider les territoires acquis dans la guerre? Faire pression sur Bagdad qui tente petit à petit de remettre en cause le caractère fédéral du pays? Il s'opposait en tout cas à l'avis du gouvernement central de Bagdad, à celui des gouvernants occidentaux et au président turc Erdogan qui qualifiait le référendum de trahison.

Le vote lui-même fut un succès pour Barzani, avec 92% en faveur de l'indépendance du Kurdistan. Non seulement ce succès n'amena pas l'indépendance, mais Bagdad envoya des troupes dès fin octobre et re-

prit les régions de Kirkouk et du Sinjar. Le Kurdistan autonome était ramené à ses positions de 2003, ce qui l'amputait de la moitié de ses ressources pétrolières!

Les grandes puissances ont laissé faire, y compris la Russie, malgré l'accord pour l'achat de pétrole kurde signé en juin 2017 par la compagnie Rosneft. Elles ne veulent pas de changement des frontières officielles dans cette région et n'ont plus le même besoin des combattants kurdes maintenant que l'État islamique est cantonné à de petites poches de résistance. Quant aux puissances régionales que sont la Turquie et l'Iran, elles veulent éviter la contagion que l'annonce d'un Kurdistan indépendant pourrait entraîner parmi leurs Kurdes respectifs. Les nationalistes kurdes ont été une fois de plus lâchés par leurs soutiens.

EN SYRIE, UNE OPPORTUNITÉ POUR LE ROJAVA

Du côté syrien, dans le Rojavayê Kurdistanê, ou Kurdistan occidental, la mise en place d'un territoire autonome ne date que de 2012 et a pris un autre visage, imprégné d'idées de gauche, voire socialisantes. D'une part, dans ce pays, les traditions socialistes sont plus vivaces, véhiculées par un mouvement communiste qui a été fort. Les partis ex-staliniens de Syrie, soutenant plus ou moins le régime, ont été tolérés par les Assad. D'autre part, malgré l'arrestation d'Öcalan, le PKK turc avait gardé des liens importants dans les villes du Kurdistan syrien. Le parti kurde de loin le plus influent en Syrie aujourd'hui, le PYD, constitué en 2003, est une émanation du PKK, dont il reprend les idées et les consignes, à commencer par la référence

constante au leader Öcalan, dit Apo (l'Oncle).

Les régions kurdes de Syrie prolongent les Kurdistans turc et irakien, beaucoup plus vastes. Après 1962, 150 000 à 300 000 Kurdes syriens ont été privés de leur citoyenneté, le régime prétendant qu'ils étaient venus illégalement de Turquie. Ils vivaient un véritable casse-tête et ne pouvaient pas travailler pour l'État, ni dans des entreprises publiques, ni voyager à l'étranger. Parmi les autres méfaits contre les Kurdes, il faut signaler la violente répression de Qamichli en 2004. Un match de football contre une équipe arabe dont les supporters exprimaient un racisme antikurde avait entraîné des émeutes. Leur répression fit dix morts et causa des manifestations dans toutes les villes kurdes, qui se soldèrent par 43 morts et des centaines de blessés. Le PKK/PYD, dont 1500 militants auraient été arrêtés, a dans les années qui ont suivi gagné de nombreux jeunes et organisé quelques attaques contre des commissariats. Mais il ne s'est pas attaqué réellement au régime, qui concéda d'ailleurs la possibilité de développer des associations culturelles kurdes. En mars 2011, quand dans la foulée du « printemps arabe » des révoltes éclatèrent en Syrie, des jeunes Kurdes manifestèrent aussi, à Qamichli en particulier. Cependant la plupart des partis kurdes, dont le PYD, décidèrent de ne pas se joindre au mouvement.

Le régime de Bachar al-Assad fit le choix, dans la situation de contestation qu'il connaissait, de s'éviter cette opposition-là. En avril 2011, il accorda la nationalité aux Kurdes apatrides et la possibilité officielle de dispenser des cours de kurde. Un an après, en juillet 2012, il retirait une partie de ses troupes du Nord, pour les concentrer autour d'Alep et de Damas et

défendre ces villes. Il s'agissait aussi de rendre la pareille au régime turc d'Erdogan qui, après avoir appelé Bachar al-Assad son frère, appuyait désormais des groupes armés qui le combattaient. Al-Assad laissa donc le Rojava se créer, donnant explicitement aux groupes armés du PYD/PKK la possibilité de tenir une bande frontalière face à la Turquie. Ce parti, le mieux préparé à constituer une force armée, a convaincu une partie des jeunes mobilisés en 2011 de se limiter au combat pour l'autonomie kurde, plutôt que de combattre le régime lui-même. Cela d'autant plus facilement que le Rojava autonome apparaissait dès le départ décentralisé, participatif et respectueux de la diversité ethnique et religieuse de la région. Trois langues sont par exemple utilisées pour l'administration ou dans les écoles : l'arabe, le kurde et le syriaque.

UNE SITUATION ORIGINALE MAIS PRÉCAIRE

En 2014, le PYD officialisait l'autonomie de ce territoire, confédération de trois cantons, composés de 4 000 communes, l'État syrien continuant de payer les fonctionnaires et conservant même des détachements armés dans certaines villes.

Ce nouveau territoire autonome, à majorité et à direction kurdes, coexiste depuis avec le GRK irakien voisin, dans un mélange de soutien réciproque et de rivalité : de temps en temps les peshmergas du GRK bloquent l'accès au Rojava. Ils tendent plutôt à collaborer avec le gouvernement turc d'Erdogan, qui a tout de suite été hostile à ce pouvoir kurde autonome de Syrie.

En 2014 et 2015, quand Daech a attaqué les villages yézidis en Irak (minorité religieuse kurde), multipliant massacres

et enlèvements, ce sont les YPG, les milices du PYD/PKK, qui leur ont porté secours assez efficacement, en ont sauvé un certain nombre et les ont abrités dans des camps. Le PYD et les YPG ont ainsi bien plus aidé les Yézidis que ne l'ont fait les peshmergas de Barzani, pourtant plus proches géographiquement.

Au plus fort de la lutte contre l'État islamique, entre 2014 et l'été 2017, les dirigeants de la coalition, américains en particulier mais aussi français, ne voulant pas engager de troupes au sol, se sont de plus en plus appuyés sur ces combattants des YPG. Ils ont installé des commandos dans les cantons de Kobané et de Djézireh, pour guider les tirs des avions, pour former les combattants ou discuter avec eux de certaines opérations. Mais aujourd'hui les États-Unis ont sans doute moins besoin d'eux, même s'ils semblent souhaiter le maintien de ce territoire, qui dépend de leur soutien et qui permet de conserver quelques troupes américaines en Syrie, surtout à l'est de l'Euphrate et autour de Manbij.

AFRIN, ATTAQUÉ PAR L'ARMÉE TURQUE... ET ABANDONNÉ PAR LES AUTRES PUISSANCES

Début 2018, le président turc Erdogan a vu dans une attaque contre le Rojava une opportunité pour tenter de recréer l'union nationale autour de lui, à l'approche de l'élection présidentielle du 24 juin. Désignant comme toujours les nationalistes kurdes comme des terroristes, il a lancé en janvier son armée dans une expédition contre Afrin. Cette opération militaire, appelée sans complexe Rameau d'olivier, avait été précédée d'une première incursion en territoire syrien. Entre août 2016 et février 2017, l'opération Bou-

KURDISHSTRUGGLE / CREATIVE COMMONS



Combattantes des YPJ en 2015 devant un portrait d'Öcalan. Cette brigade uniquement féminine des YPG créée en 2013 accueille des jeunes parfois envoyées par leurs familles, sympathisantes. Mais c'est parfois aussi le moyen d'échapper aux mariages arrangés.

clier de l'Euphrate avait permis aux militaires turcs, appuyés alors par les États-Unis, d'occuper une zone entre Kobané et Afrin, en repoussant pour cela les troupes de Daech, mais aussi les YPG. L'armée turque et les milices syriennes qui l'accompagnaient voulaient empêcher que s'établisse une continuité entre les territoires du Rojava.

L'attaque de 2018 contre Afrin ne visait, elle, que les YPG, pour leur faire évacuer une vaste zone à la frontière. Erdogan a utilisé l'aviation et l'artillerie lourde turques, mais au sol il s'est appuyé sur des détachements arabes syriens, pour l'essentiel formés à partir de milices djihadistes, dont semble-t-il des éléments venus de Daech. Les bataillons des YPG, aidés par les quelques groupes arabes qui leur sont associés dans les FDS (Forces démocratiques syriennes), ont résisté deux mois. Mais, n'étant ni soutenus par la coalition pro-américaine ni protégés par la Russie, ils ne pouvaient tenir et durent abandonner Afrin et se replier sur le reste du Rojava. Erdogan a alors évoqué une poursuite des combats sur Manbij, voire à l'est de l'Euphrate, mais les dirigeants américains ne l'ont pas accepté.

Depuis l'armée turque envoie ses avions, ses drones, mais aussi ses commandos (aidés par l'administration du GRK!) contre les bases du PKK dans les monts Qandil, à la limite de l'Irak et de l'Iran.

La fragilité du pouvoir du PYD en Syrie du Nord est donc confirmée. De ce point de vue, les deux zones autonomes sont logées à la même enseigne. Les groupes nationalistes kurdes ont réussi à prendre des positions lorsqu'il y avait un vide laissé par un des États, vide nécessairement provisoire, et lorsqu'ils étaient soutenus par au moins une puissance tierce, grande puissance ou puissance régionale. Le prix en a souvent été des concessions, allant parfois contre l'intérêt d'autres fractions kurdes. Pour quel résultat ? L'expérience montre qu'ils ne peuvent se fier aux États bourgeois voisins qui choisissent momentanément de les appuyer contre un rival. Ces puissances ne tardent pas à faire d'autres calculs, dans lesquels les Kurdes, peuple relativement peu nombreux et surtout ne disposant pas d'un État en place, pèsent peu. On l'a vu à nouveau ces derniers mois. Les puissances impérialistes, au premier rang desquelles les

États-Unis, ont laissé tant les peshmergas irakiens que les YPG syriens subir des agressions et perdre une partie de leur territoire. Quant aux puissances régionales, elles se méfient toujours de cette minorité qu'elles voient comme une force pouvant menacer leur pouvoir.

NATIONALISME KURDE OU CONFÉDÉRALISME DÉMOCRATIQUE ?

Confrontés à cette impasse, à l'impossibilité d'une victoire militaire de la guérilla en Turquie, à l'emprisonnement de leur principal dirigeant, les dirigeants du PKK ont changé de doctrine officielle. Ils ont abandonné l'étiquette léniniste ou marxiste et même une partie de leur credo nationaliste, puisqu'ils déclarent maintenant être opposés aux États nations. Cela leur permet d'essayer de démontrer à Erdogan ou à al-Assad qu'ils ne sont pas forcément un danger pour leur pouvoir. On peut noter qu'ailleurs, au Mexique, les zapatistes du Chiapas ont abandonné, un peu de la même manière, le guévarisme. Alors que l'URSS n'existe plus, les références au socialisme sont moins en vogue. Se réclamer juste d'un confédéralisme démocratique, du féminisme et d'écologie sociale permet aussi de montrer qu'il n'y a pas là de menace contre l'ordre international des grandes puissances.

Entre 2012 et 2014, des pourparlers ont eu lieu entre le pouvoir d'Erdogan et le PKK, qui lui ont fait espérer des concessions de l'État turc. Mais depuis 2015 une sévère répression antikurde est orchestrée par Erdogan, et ni le PKK ni les partis légaux kurdes comme le HDP (Parti démocratique des peuples) ne peuvent plus compter gérer durablement des villes ou des régions en Turquie. Le PYD reste en situation de le

KURDISTAN24



Fondation de la Fédération de Syrie du Nord-Rojava en 2016 : « Une Syrie fédérale et démocratique est la garantie de la fraternité et de la sécurité des peuples » en kurmandji (kurde), syriaque, arabe et turc.

faire en Syrie, avec le Rojava, où chaque assemblée doit compter au moins 40% de femmes, où le canton de Djézireh essaye de raffiner lui-même son pétrole (avec des moyens rudimentaires). Le PKK/PYD présente la situation au Rojava comme une révolution, comme l'instauration d'une société nouvelle, sans classes, dont l'exemplarité devrait à terme lui permettre de faire tache d'huile. Cela séduit une partie de l'extrême gauche internationale. Une centaine de militants de différents pays seraient d'ailleurs partis combattre auprès des YPG, dont certains sont morts sous les bombes de Daech ou de l'armée turque, comme le Français Olivier Le Clainche en février 2018.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LES TERRITOIRES AUTONOMES KURDES ?

En Syrie du Nord, le PYD dirige un petit territoire, bien plus vivable pour ses habitants que ceux qui l'entourent, dans un contexte de guerre et de barbarie. Ses dirigeants se disent conscients d'être coincés entre les différentes puissances, et tenus de se concentrer déjà sur leur simple survie. Celle de leur fédération ne dépend que des calculs des puissances impérialistes et des relations qu'elles ont avec les États proches.

L'existence de cette zone autonome convient pour le moment au régime de Bachar al-Assad, pour faire tampon avec la Turquie. Elle convient encore plus aux États-Unis et à leurs alliés, leur permettant une présence en Syrie que, même limitée, ils paraissent souhaiter maintenir. Mais tout cela peut changer très vite.

Si le Rojava réussissait à durer, qu'en résulterait-il ? Son maintien, tout comme celui du Kurdistan irakien, ne pourrait résulter que d'un choix des puissances impérialistes. Elles pourraient opposer un tel petit État kurde aux États alentour, de la même façon que l'impérialisme utilise Israël comme une menace permanente contre les États arabes ou contre l'Iran. On peut remarquer qu'au début une partie importante des sionistes revendiquaient des idéaux socialistes et que cela n'a pas gêné l'impérialisme, car cela ne menaçait en rien sa domination. Quant au cas où ce serait une concession d'al-Assad au PYD et à la petite bourgeoisie kurde, ce ne pourrait être qu'une situation précaire et provisoire.

Depuis plus d'un siècle, les mouvements nationalistes kurdes luttent et se débattent pour tenter de se faire une place au milieu d'un Moyen-Orient qui a été balkanisé en fonction des intérêts de l'impérialisme et dont les divisions

et les conflits ne font que s'aggraver. Au cours de toute cette histoire, ils n'ont pu conquérir quelques espaces de liberté que lorsque cela coïncidait avec les intérêts d'une des puissances présentes, et seulement jusqu'à ce que cela soit remis en cause par l'évolution des différents régimes et de leurs alliances.

Les Kurdes ne sont pas la seule minorité dont les droits à une existence nationale ont été piétinés par la domination impérialiste. On peut comparer leur situation à celle des Palestiniens et de bien d'autres peuples. Ces situations ne font que souligner de façon aiguë à quelle impasse mènent les politiques étroitement nationalistes d'organisations qui, même lorsqu'elles se teignent de marxisme, ne visent qu'à tenter de faire une place à telle ou telle minorité. Bien sûr, aller au-delà signifierait remettre en cause la mainmise de l'impérialisme, et finalement l'impérialisme lui-même, c'est-à-dire le système de domination économique, politique et militaire du capital financier qui a mis le monde entier en coupe réglée au mépris de la vie des peuples.

La seule force ayant réellement les moyens de renverser ce système, existant à l'échelle mondiale, est le prolétariat. Mettre fin à la domination de l'impérialisme implique de se placer sur son terrain en mettant en avant une politique de classe, celle de l'internationalisme prolétarien. C'est la voie qu'avaient prise les révolutionnaires russes de 1917, dans une situation dont les difficultés n'avaient au fond rien à envier à celles du Moyen-Orient actuel. Il n'y a pas d'autre voie pour ceux qui veulent non seulement faire valoir les droits nationaux des peuples, mais stopper l'évolution vers la barbarie qui marque la domination impérialiste dans des régions du monde de plus en plus nombreuses.

19 juin 2018



Israël-Palestine, entre massacres et colonisation

Depuis le 30 mars, des manifestations appelées par de nombreuses organisations palestiniennes réunissent régulièrement des milliers de personnes à la frontière entre la bande de Gaza et Israël. Lors de chacune de ces marches, le même scénario se reproduit : une partie des manifestants se rapprochent des barrières de sécurité et l'armée israélienne tire à balles réelles sur des femmes, des hommes et des enfants désarmés, n'hésitant pas à commettre à chaque fois une nouvelle tuerie. Au moment où nous écrivons cet article, le bilan des victimes s'élève à plus de 120 morts et 3 700 blessés.

Ces Palestiniens manifestent, comme ils le font d'ailleurs chaque année à cette période, pour rappeler que la création d'Israël s'est faite en expulsant de leurs terres et de leurs maisons plus de 700 000 Palestiniens, transformés en réfugiés condamnés à vivre dans des camps disséminés dans la région.

En se mobilisant, les habitants de Gaza entendaient aussi dénoncer le blocus qu'ils subissent depuis plus de dix ans. Dans cette enclave côtière, longue de 41 kilomètres et large de 6 kilomètres à 12 kilomètres, vivent près de deux millions de personnes. Après avoir mené trois guerres en 2008, 2012 et 2014, et causé d'innombrables destructions, les autorités israéliennes interdisent, totalement ou partiellement, l'entrée de nombreuses marchandises essentielles, empêchant toute véritable reconstruction et condamnant 80 % des habitants à vivre de l'aide humanitaire. Même les médicaments les plus



indispensables font défaut, l'électricité n'est assurée que quelques heures par jour et, du fait de la destruction des équipements, l'eau distribuée n'est en général pas consommable.

Enfin, le soutien ouvert apporté par Trump au gouvernement israélien depuis son arrivée à la Maison-Blanche a encore accru la colère des Palestiniens. En annonçant en décembre 2017 le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, il reconnaissait à cette ville le statut de capitale. Ce transfert était une des revendications des gouvernements israéliens depuis qu'en 1980 le Parlement israélien avait voté l'annexion de la partie orientale de la ville, occupée depuis 1967 et dont la population est majoritairement palestinienne.

C'était aussi une des promesses électorales de Trump mais il faut rappeler, pour souligner l'hypocrisie des diplomates américains, que c'était aussi l'application d'une loi votée par le Congrès américain en 1995, sous la présidence Clinton. Une clause de ce texte permettait un report de son application pour six mois, report que tous les prédécesseurs de Trump avaient systématiquement reconduit depuis vingt-trois ans pour ménager leurs alliés arabes du Moyen-Orient.

LE SIONISME AU SERVICE DE L'IMPÉRIALISME

Les massacres commis ces dernières semaines par l'armée israélienne s'inscrivent dans la continuité de la politique de terreur et de violence que l'État israélien mène depuis sa naissance il y a soixantedix ans, avec l'appui et la complicité des grandes puissances impérialistes.

Cette politique constitue l'essence même du projet sioniste. L'objectif du mouvement sioniste a toujours consisté à

imposer la création d'un État juif contre la volonté des populations arabes qui vivaient en Palestine. Son mot d'ordre était : « *Une terre sans peuple pour un peuple sans terre* ». Mais les fondateurs de ce mouvement savaient très bien que la Palestine n'était pas une « terre sans peuple ». Et dès le début, ils cherchèrent à obtenir l'appui d'une puissance impérialiste pour parvenir à réaliser leur projet. Alors que les États européens étaient lancés en pleine conquête coloniale, les fondateurs du sionisme se présentaient en auxiliaires de cette colonisation.

C'est le Royaume-Uni qui, à partir de la Première Guerre mondiale, fit le choix de s'appuyer sur le sionisme en promettant de favoriser la création d'un foyer de peuplement juif en Palestine. Mais au même moment, pour obtenir le soutien militaire de tribus bédouines d'Arabie, les dirigeants britanniques leur promirent la création d'un royaume arabe en Palestine. Mais cette terre deux fois promise, les dirigeants britanniques entendaient bien en conserver le contrôle. En 1916, ils signaient avec la France des accords secrets, les accords Sykes-Picot, du nom de ses deux négociateurs, pour fixer les conditions d'un partage de cette même région.

Il faut rappeler ces faits pour comprendre à quel point l'impérialisme, par sa politique de domination et de division des peuples, est à l'origine des conflits actuels, dans cette région comme dans bien d'autres.

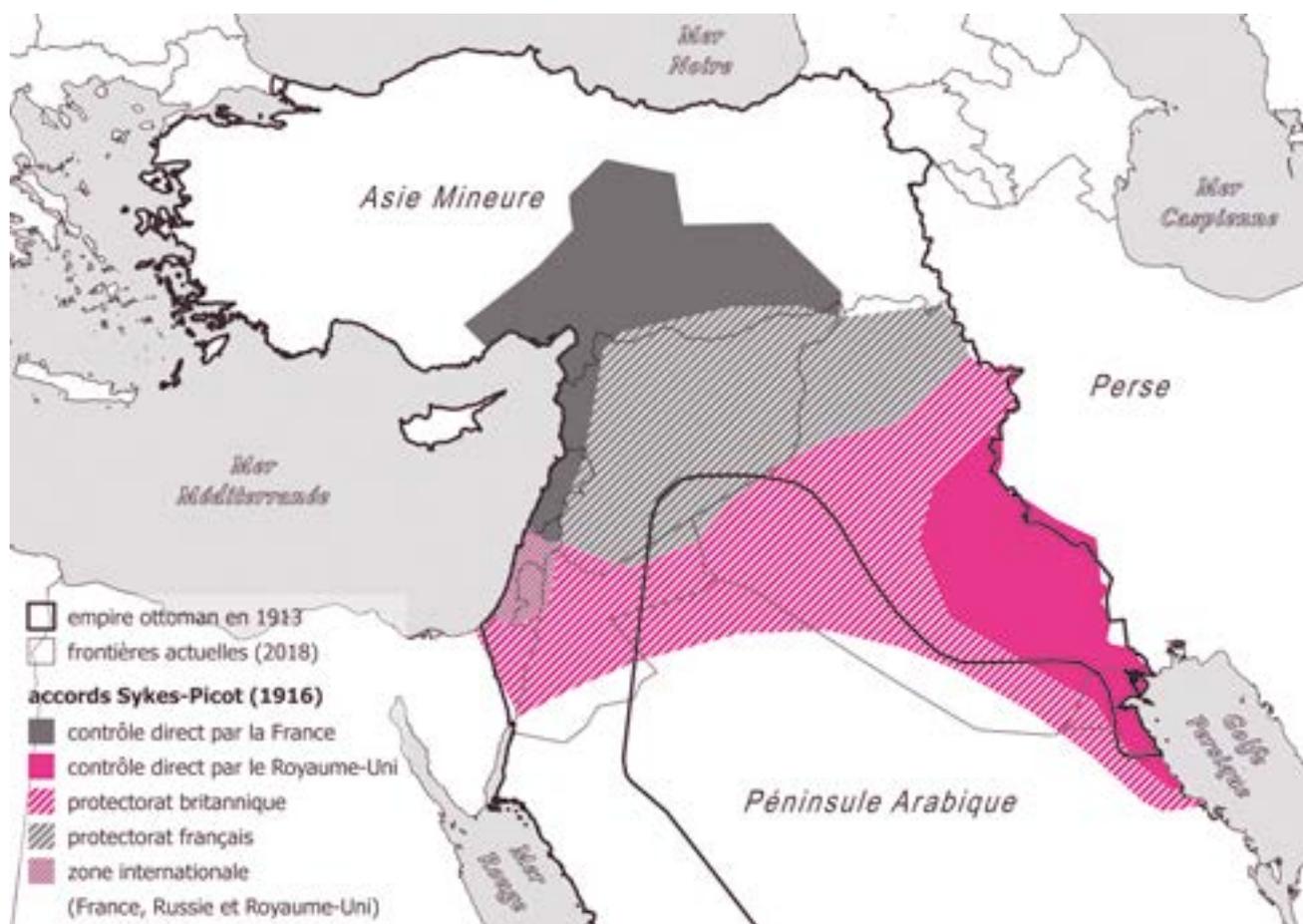
Aujourd'hui, les dirigeants de l'État israélien, ainsi que la plupart de ceux qui défendent sa politique, cherchent à assimiler antisémitisme et antisionisme. Contre ce qui constitue un amalgame scandaleux, il est nécessaire de rappeler que la majorité des Juifs, jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, ne se reconnaissaient pas dans

ce mouvement nationaliste qui se fixait l'objectif d'aller créer un État juif dans la région pauvre qu'était la Palestine au début du 20^e siècle. Quand les Juifs fuyaient les persécutions, et ceux de Russie et d'Europe de l'Est furent nombreux à le faire, ils tentaient pour la très grande majorité d'entre eux de gagner les États-Unis. Très souvent, leur combat contre les persécutions – et aussi contre l'exploitation car il existait une importante classe ouvrière juive en Russie et en Pologne – prenait alors la forme d'un engagement dans les mouvements socialistes.

Pour conduire au désespoir les Juifs d'Europe et pousser une partie d'entre eux vers les sionistes, il a fallu la victoire du nazisme en Allemagne et les persécutions antisémites menées dans l'indifférence des grandes puissances de l'époque, qui allèrent jusqu'à fermer leur porte aux Juifs fuyant le régime hitlérien ; puis la déportation massive des Juifs, avec bien souvent l'aide active des polices des États occupés, comme ce fut le cas en France, et la mort de 6 millions d'entre eux. Parmi les survivants, beaucoup se retrouvèrent regroupés dans des camps de réfugiés car les Alliés se refusaient à accueillir tous ceux qui ne voulaient pas retourner dans leur pays d'origine.

Le cynisme des puissances impérialistes, leur mépris des peuples, y compris des populations juives, a permis aux organisations sionistes de trouver des troupes parmi les Juifs qui fuyaient l'Europe. Elles leur promettaient un État susceptible de les protéger parce qu'il serait le leur.

Soixante-dix ans après sa création, l'État israélien n'a pas apporté à ses habitants la sécurité promise. Ceux-ci sont obligés de vivre en permanence sur le pied de guerre dans un camp retranché, sous la me-



nace d'un nouveau conflit militaire ou d'une vague d'attentats terroristes.

Cette situation découle de la politique des dirigeants israéliens qui ont bâti leur État dans un état de guerre permanent contre les populations arabes. Ce choix les a amenés à devenir le bras armé de l'impérialisme américain dans la région.

Les États-Unis ont choisi d'apporter un appui indéfectible à l'État israélien. Ils disposaient ainsi d'un allié privilégié qui dépendait d'eux pour son existence, sur le plan économique et militaire, et d'un État qui a pu mobiliser derrière lui sa population à l'occasion de chaque conflit militaire jusqu'à aujourd'hui en lui faisant croire qu'il en allait de sa sécurité, de sa survie et qu'il n'y avait pas d'autre politique possible. L'impérialisme a pu ainsi utiliser l'État israélien contre les États arabes dans les années 1950 et 1960 alors que les mou-

vements nationalistes se développaient en exprimant les sentiments anti-impérialistes qui agitaient les masses du Moyen-Orient. Certains régimes, comme celui du nationaliste égyptien Nasser, tentèrent de desserrer l'étreinte de l'impérialisme en s'appuyant sur ces sentiments populaires. En menant une guerre contre l'Égypte à deux reprises, en 1956 lors de l'intervention franco-britannique contre la nationalisation du canal de Suez et surtout en 1967, lors de la guerre des Six-Jours, l'État israélien servait ses intérêts propres mais aussi ceux de l'impérialisme.

L'EXTRÊME DROITE ISRAËLIENNE AU POUVOIR

L'actuel gouvernement israélien est certainement l'un des plus à droite qu'ait connus Israël. Son Premier ministre, Benjamin Netanyahu, est au pouvoir depuis 2009 mais, son

parti le Likoud ne disposant que d'une faible majorité au Parlement israélien, la Knesset, il n'a pu s'y maintenir qu'en s'alliant à des formations de l'extrême droite nationaliste et religieuse. Bien que très minoritaires, celles-ci occupent des positions clés dans le gouvernement. Avigdor Lieberman, qui avait appelé à « *décapiter à la hache les Arabes israéliens infidèles à Israël* », est ministre de la Défense depuis deux ans. Il joue ainsi un rôle déterminant dans le gouvernement israélien alors que son parti, Israël Beytenou (Israël notre maison), n'avait recueilli qu'un peu plus de 5 % des voix aux élections législatives de mars 2015. Avec sensiblement le même poids électoral, les nationalistes religieux du parti Foyer juif détiennent eux aussi des postes importants comme les ministères de l'Éducation, de la Justice et de l'Agriculture. Ils sont ouvertement partisans de la colonisation de la Cisjordanie

et de son annexion dans un Grand Israël.

« *Un gouvernement de colons* », tel est le jugement porté par bien des commentateurs politiques en Israël. Certains font ce constat en regrettant l'époque où les pères fondateurs d'Israël se revendiquaient du socialisme. Il est vrai que l'évolution de la vie politique a été marquée par un poids croissant de l'extrême droite qui a de quoi inquiéter bien des Israéliens. Mais pour comprendre les raisons de cette évolution, il faut commencer par souligner que la politique des fondateurs de l'État israélien n'avait rien de socialiste car leur « socialisme », pour autant que ce mot conservait un sens, excluait les masses arabes. Leur phraséologie était un héritage des mouvements socialistes d'Europe de l'Est, très influents parmi les populations juives dans la première moitié du 20^e siècle. En fait, l'évolution qu'ont connue l'État, le système politique et la société en Israël confirme qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

LA RESPONSABILITÉ DU PARTI TRAVAILLISTE

Le Parti travailliste, issu de ces mouvements sionistes socialistes, a longtemps dominé toute la vie politique. Par sa politique, il a favorisé le renforcement des religieux dès la naissance de l'État israélien car c'est la religion qui donnait un fondement au sionisme. En Israël, l'état civil est aux mains des rabbins. Ces prétendus socialistes ont bâti un État où la religion tient une place aussi importante que dans bien des États théocratiques, un État où ni le divorce ni les mariages mixtes ne sont reconnus.

La politique de colonisation a contribué à renforcer le poids de l'extrême droite. D'après la

principale organisation de colons, le conseil de Yesha, la population juive en Cisjordanie a augmenté de 3,4% en 2017 pour atteindre plus de 435 000 personnes, auxquelles s'ajoutent quelque 200 000 colons dans la partie orientale de Jérusalem. Les colonies installées sur des terres palestiniennes bénéficient d'un soutien matériel et militaire de l'État israélien. Certaines d'entre elles constituent de véritables villes de plusieurs dizaines de milliers d'habitants. Protégés par l'armée israélienne, les colons peuvent en toute impunité se livrer à des exactions à l'égard des populations palestiniennes. Selon l'organisation israélienne Yesh Din qui s'oppose à la colonisation, de 2006 à 2014, les attaques de colons contre des Palestiniens ont été multipliées par quatre, pour atteindre un total recensé de 2 100, soit une toutes les 36 heures. C'est une véritable politique de terreur qui vise à interdire aux villageois palestiniens l'accès aux sources d'eau, aux cultures agricoles et à opérer ainsi une conquête silencieuse de la Cisjordanie. Les membres des colonies constituent la base active et militante de l'extrême droite et ils lui donnent les moyens de peser sur l'ensemble de la vie politique.

Si le gouvernement actuel encourage ouvertement la colonisation, ce sont les travaillistes qui ont commencé cette politique et qui ont appuyé la création des premières colonies en Cisjordanie et à Gaza à partir de 1967 et de son occupation.

APRÈS LES ACCORDS D'OSLO, LA COLONISATION CONTINUE

Pendant des années, les gouvernements israéliens ont prétendu mener une occupation humaine. La réalité fut tout autre : répression, humiliations, arrestations suivies

à chaque fois du dynamitage des maisons des militants, laissant ainsi toute leur famille sans toit... Tout cela ne pouvait qu'alimenter la révolte qui explosa en 1987 avec la première Intifada, la révolte des pierres, appelée ainsi car pendant des mois des jeunes, très jeunes, tous les jours se heurtaient aux soldats israéliens, lançant des pierres et tombant sous les balles.

C'est cette révolte qui amena les dirigeants israéliens à modifier leur attitude par rapport à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) qui regroupait en son sein une grande partie des organisations palestiniennes. Pendant longtemps, les gouvernements israéliens se refusaient à reconnaître les Palestiniens, une attitude résumée par la Première ministre israélienne Golda Meïr qui avait déclaré en 1969 : « *Les Palestiniens, ça n'existe pas.* »

L'armée israélienne ne parvenant pas à venir à bout de la première Intifada, les dirigeants israéliens acceptèrent d'engager des négociations avec l'OLP et son leader Yasser Arafat. Cela conduisit aux accords d'Oslo en 1993 et à la mise en place de l'Autorité palestinienne sur la Cisjordanie et sur Gaza. Les cadres de l'OLP purent alors mettre en place une administration et une police.

En contrepartie, les gouvernements israéliens attendaient de cette police palestinienne qu'elle maintienne l'ordre mais jamais ils n'eurent l'intention d'aller jusqu'à reconnaître cette Autorité palestinienne comme un État à part entière. La colonisation ne connut même pas une pause durant ces années où les diplomates israéliens prétendaient s'engager dans un « processus de paix » ; au contraire, elle s'accéléra encore.

Aujourd'hui, le gouvernement Netanyahu a renoué avec l'attitude qui prévalait avant

1987, en refusant de faire semblant de discuter avec les dirigeants palestiniens. Avec pour conséquence qu'il ne se passe pas une année sans qu'il y ait une explosion de colère, des révoltes, des manifestations.

L'impasse dans laquelle se retrouvent aujourd'hui les populations palestinienne et juives est la conséquence de la politique menée par l'ensemble des gouvernements israéliens depuis soixante-dix ans, travaillistes d'abord, puis de droite, à plusieurs reprises d'ailleurs avec la participation de ministres travaillistes.

LA FAILLITE DES DIRECTIONS NATIONALISTES PALESTINIENNES

Dans la lutte qui se mène, nous ne sommes pas neutres. Nous sommes inconditionnellement du côté du peuple palestinien, indépendamment des dirigeants qu'il se donne. Nous sommes solidaires de son combat pour revendiquer un État et pour obtenir le droit des réfugiés de revenir vivre sur les terres dont ils ont été spoliés. Nous ne savons pas quelle forme pourrait prendre un tel État, ni quelles solutions pourraient être trouvées pour permettre aux deux peuples de vivre ensemble, mais une chose est sûre : le fait que des millions de Palestiniens soient condamnés depuis plusieurs générations à vivre dans des camps de réfugiés est inacceptable et injustifiable.

Mais, tout en dénonçant l'ignominie des dirigeants impérialistes et israéliens, il est aussi de notre devoir de dénoncer les responsabilités de la politique des directions nationalistes palestiniennes dans l'impasse actuelle. Les dirigeants palestiniens entendaient obtenir la création d'un État palestinien dans le cadre

de l'ordre impérialiste, dans le respect du découpage territorial imposé par les grandes puissances. Pour cela, ils comptaient sur l'aide des États arabes dont ils ont recherché l'alliance et qu'ils ont refusé de combattre.

Pourtant, il y a eu une période où la lutte des Palestiniens aurait pu offrir des perspectives à tous les exploités du Moyen-Orient. Après la guerre des Six-Jours en 1967, la défaite des États arabes avait convaincu une grande partie des Palestiniens qu'ils ne pouvaient compter que sur eux-mêmes et sur leur capacité à s'organiser, indépendamment des régimes en place. Dans les camps de réfugiés où ils vivaient, en Jordanie, au Liban, en Syrie, ils avaient formé des milices armées et les combattants palestiniens, les fedayins, avaient gagné le respect des populations arabes qui se reconnaissaient dans leur combat. Ils auraient pu constituer l'avant-garde d'un combat des masses arabes contre l'impérialisme et contre l'ensemble des régimes arabes en place, contre les classes dirigeantes de ces États qui opprimaient leurs populations.

Mais la perspective de toutes les organisations nationalistes palestiniennes, Arafat en tête, n'était pas de mener un tel combat. Ils exprimaient les aspirations de la petite bourgeoisie palestinienne à pouvoir disposer de son propre État lui permettant d'opprimer pour son propre compte les travailleurs et les masses populaires palestiniens. Et dans cette perspective, aux yeux d'Arafat, le soutien des États arabes était plus important que le sort des masses arabes. Mais, indépendamment de la politique de leurs dirigeants, les Palestiniens constituaient une menace pour ces États car, du simple fait qu'ils se battaient, ils étaient susceptibles de constituer un exemple. Pour cette raison, les

Palestiniens furent victimes à plusieurs reprises de la répression des États dont l'OLP recherchait l'alliance : ils furent massacrés par l'armée jordanienne en septembre 1970, puis par l'armée syrienne au Liban en 1976, sans que l'OLP modifie pour autant sa politique vis-à-vis de ces régimes.

Finalement, faute d'être capables de vaincre l'armée israélienne, les dirigeants de l'OLP ne purent obtenir autre chose que la création de l'Autorité palestinienne en 1994, ce qui leur a donné le droit d'administrer, dans une certaine mesure, une partie des territoires occupés par Israël après 1967. Le successeur d'Arafat, Mahmoud Abbas, n'a certes pas obtenu le titre officiel de chef d'État, mais la mise en place de cette administration autonome a permis à une couche de Palestiniens de s'enrichir, à commencer par les cadres du Fatah, le parti d'Arafat, qui trouvèrent ainsi de quoi se satisfaire de cette situation.

La société palestinienne a connu une évolution parallèle à celle de l'État israélien : les progrès du sionisme religieux et du racisme anti-arabe parmi les Israéliens ont favorisé et alimenté l'influence de l'islamisme du Hamas, qui a bénéficié du discrédit du Fatah au point de pouvoir prendre le pouvoir durablement à Gaza. Netanyahu et ses ministres d'extrême droite d'un côté, le Hamas de l'autre, incarnent chacun à leur façon la tragique impasse à laquelle les dirigeants nationalistes ont conduit leurs peuples respectifs.

Ils y ont certes été conduits par l'impérialisme, qui a dressé les Juifs et les Palestiniens les uns contre les autres pour assurer sa domination sur cette région. L'impasse actuelle montre qu'il n'y a pas d'espoir pour ces deux peuples dans le cadre imposé par les puissances impérialistes.

18 juin 2018

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

RÉVOLUTION RUSSE

POUR CHANGER LE MONDE, LES TRAVAILLEURS AU POUVOIR

- Texte des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud au meeting du 20 octobre 2017 à la Mutualité (n° 150)

- L'explosion sociale de Mai-Juin 68 (n° 154, 13 avril 2018)



- Brésil: des révoltes d'esclaves aux luttes du prolétariat (n° 153, 16 février 2018)

IDÉES/HISTOIRE

- États-Unis: les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 18 novembre 2016)
- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)
- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales »? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Temps de travail, salaires et lutte des classes (n° 141, 10 avril 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kéralisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance: faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant cinq timbres à 0,80 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe*?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché-aux-poissons²

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

Tabac-Pressé Le Marigny
47, rue des Arènes

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

SAINT-ETIENNE

Librairie Mauvais genre
11, rue Léon-Nautin

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

**Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd**
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



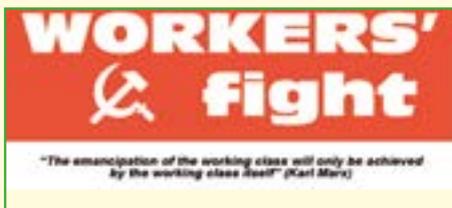
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



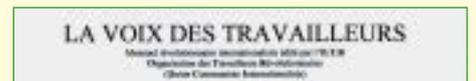
Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> - contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>